

MALI

EVALUATION CONJOINTE DES BESOINS EN  
EDUCATION

« Joint Education Needs Assessment », JENA

Rapport final

Avril 2022

### **A propos de REACH**

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT). Pour plus d'informations, veuillez consulter [notre site internet](#). Vous pouvez nous contacter directement à : [geneva@reach-initiative.org](mailto:geneva@reach-initiative.org) et nous suivre sur Twitter : @REACH\_info.

## RESUME

## Introduction

L'évaluation conjointe des besoins en éducation (JENA) a été menée au Mali dans un contexte extrêmement volatile, où les besoins sont difficilement identifiés, un nombre significatif de localités sont inaccessibles ou difficile d'accès pour causes d'insécurité notamment, de nombreuses infrastructures de base sociocommunitaires ne sont pas accessibles ou sont non fonctionnelles et un nombre considérable d'enfants sont donc laissés sans opportunité d'apprentissage scolaire. Depuis une dizaine d'années, le Mali est plongé dans une crise sécuritaire prolongée, laissant en 2022, 7,5 millions de personnes dans le besoin d'assistance, dont plus de la moitié (56%) serait des enfants.<sup>1</sup> Plusieurs facteurs notables ont depuis le début de la crise affecté l'accès à l'éducation. Parmi ces facteurs, il est essentiel de noter le niveau d'insécurité dû aux conflits entre différents groupes armés ou intercommunautaires, le manque d'accès aux infrastructures, les catastrophes naturelles régulières dans certaines régions, notamment les inondations ou les feux de brousse liés à la sécheresse, ainsi que, plus récemment, l'urgence sanitaire de la Covid-19, à laquelle s'est confrontée la population malienne, notamment lorsque les établissements scolaires ont été officiellement fermés, entre mars et septembre 2020. Au-delà de cette fermeture officielle des écoles liée au contexte sanitaire, il faut aussi noter qu'environ 20% des écoles du pays étaient fermées en mars 2022, selon le Cluster Education, affectant plus d'un demi-million d'enfants et plus de 10 000 enseignants.<sup>2</sup>

Afin de répondre à certaines lacunes en information et de mieux comprendre l'accès et les barrières à l'éducation dans le pays, REACH a mené en collaboration avec le Cluster Education une Revue des données secondaires (SDR) sur l'éducation en juin 2021, ainsi qu'en collaboration avec le groupe de coordination intersectoriel, une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) auprès de ménages en juin – juillet 2021.<sup>3</sup> A cela s'ajoute la présente évaluation conjointe des besoins en éducation qui a été réalisée au niveau national dans le but de couvrir les lacunes en information spécifiques en matière de services éducatifs. Le Cluster Education, à travers un financement du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), a permis la réalisation d'une collecte de données auprès d'informateurs clés (IC) ayant des connaissances détaillées sur les établissements scolaires ciblés, afin de répondre à des questions concernant l'accès à l'éducation, l'environnement d'apprentissage, l'enseignement et l'apprentissage, les enseignants et le personnel éducatif, ainsi que des questions liées à la protection. Cette évaluation a été conduite sous la supervision des équipes de REACH Bamako et en étroite collaboration avec les membres du Cluster Education, ainsi que différents partenaires qui ont réalisé la collecte de données (27 acteurs au total) ou bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de collecte d'information (16 organisations au total).

Pour mener à bien cette évaluation, 2 525 établissements scolaires ont été retenus et ciblés sur l'entièreté du territoire malien. Ils ont été préalablement sélectionnés de manière aléatoire afin d'obtenir des résultats significativement représentatifs au niveau des cercles de chacune des régions avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%. Un informateur clé par structure scolaire ciblée devait être consulté afin de répondre à un questionnaire structuré. Pour obtenir des informations de qualité et les plus précises possibles, une large majorité d'IC interrogés était les directeurs ou directeurs adjoints des établissements en question. Les enquêteurs ont tous été formés par les équipes de REACH en amont de la collecte de données et étaient tous originaires des régions dans lesquelles ils ont mené l'enquête. La collecte de données s'est déroulée entre septembre 2021 et avril 2022. Au final, suite à un nettoyage approfondi des données et à cause d'un manque d'accès à certaines structures sélectionnées, les données de 2 455 établissements ont été retenues pour l'analyse. Les résultats de certains cercles n'ont donc pas toujours atteint le niveau de représentativité statistique ciblé.<sup>4</sup> De plus, trois limites majeures sont à garder en tête lors de la lecture de ce document. Premièrement, la longueur de la collecte de données et la période de référence peuvent biaiser les comparaisons entre régions. En effet, à cause des conditions logistiques et sécuritaires difficiles, l'évaluation s'est étalée sur huit mois et la grande majorité des questions se rapportaient à l'année scolaire 2020 – 2021. La possibilité n'est donc

<sup>1</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2022.

<sup>2</sup> Cluster Education Mali, [Situation des Ecoles](#), Mars 2022.

<sup>3</sup> Ces deux évaluations sont disponibles sur le [REACH Resource Center](#).

<sup>4</sup> Voir Annexe 2 pour plus de détails sur l'échantillonnage versus le nombre d'établissements scolaires évalués.

pas à exclure que certains IC ou enquêteurs aient considéré la période 2021 – 2022 pour répondre à certaines questions. Ensuite, des difficultés liées à la mise en place et à la vérification de l'échantillonnage aléatoire ont été rencontrées. En raison de la situation volatile, certaines écoles ciblées n'ont pu être évaluées lorsque celles-ci étaient fermées ou inaccessibles. De plus, certains points GPS n'ont pas pu être enregistrés, rendant impossible la possibilité de vérifier que les données aient bien été collectées à l'endroit ciblé. Finalement, un certain nombre d'indicateurs font référence à un sous-ensemble d'établissements scolaires. Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif uniquement.

## Résultats clés

Alors que le niveau d'enseignement primaire est dispensé dans une large majorité des écoles (84%), **le niveau d'enseignement secondaire est dispensé dans un tiers des écoles**. Cette moyenne est très largement tirée vers le haut par les établissements scolaires de Bamako, où l'enseignement du niveau secondaire serait disponible dans 77% d'entre eux. Cette moyenne tombe à 22% lorsque la région de Bamako est exclue, et l'enseignement secondaire est disponible dans moins de 10% des établissements évalués dans les cercles de Bankass (10% - région de Mopti), de Niafunké (9% - région de Tombouctou), de Goundam (8% - région de Tombouctou), de Ménaka (6% - région de Ménaka) et de Kidal (5% - région de Kidal). Le pourcentage de filles inscrites dans un établissement scolaire est en-dessous des 50% (44%) et il varie entre 40% dans la région de Kidal et 52% dans le district de Bamako – unique région où la moyenne du nombre de filles inscrites est au-dessus des 50%. Il a été enregistré dans six cercles une moyenne en dessous des 40% : Tessalit (38% - région de Kidal), Banamba (38% - région de Koulikoro), Kéniéba (39% - région de Kayes), Kangaba (39% - région de Koulikoro), Yélimané (39% - région de Kayes) et Koutiala (40% - région de Sikasso). Les écoles enquêtées étaient presque toutes (97%) ouvertes pendant au moins une partie de l'année scolaire 2020 – 2021. Toutefois, près de **deux tiers (60%) ont été fermées** au moins une fois au cours des trois dernières années. Cela étant dû principalement à la demande officielle de fermer les classes en raison de la pandémie de la Covid-19 entre mars et septembre 2020, les trois raisons les plus souvent évoquées ensuite pour justifier la fermeture des écoles lors de l'année 2020 – 2021 étaient **l'insécurité, les attaques par les groupes armés et l'absence d'enseignant**. Les régions de **Mopti, de Tombouctou et de Gao se distinguent par un pourcentage plus élevé d'écoles fermées** lors de l'année scolaire 2020 – 2021, notamment dans les cercles de Bankass, Koro et Youwarou dans la région de Mopti, avec plus de 29% des écoles rapportées comme étant fermées et dans le cercle de Gourma-Rharous (31%) et celui d'Ansongo (32%). De plus, **la non fonctionnalité des écoles a également été rapportée par un plus grand pourcentage de ménages lors de la MSNA comme étant une barrière à l'éducation dans les régions de Mopti, de Ménaka et de Kidal**. Par ailleurs, la barrière d'accès à l'éducation la plus souvent rapportée par les ménages lors de l'enquête MSNA était **l'impossibilité d'assumer les frais de scolarité** (19% des ménages enquêtés dans lesquels au moins un enfant n'était pas inscrit à l'école – 33% au sein des ménages déplacés), suivie de la non fonctionnalité des écoles (16%). Il est intéressant de noter que pour 23% des ménages déplacés, l'école n'était pas une priorité. Par rapport à l'accès aux enfants en situation de handicap, **l'inadaptation des infrastructures (31%) et la distance entre la maison et l'école (24%) étaient les barrières les plus souvent citées au sein des écoles dans lesquelles au moins un enfant en situation de handicap était inscrit**. Finalement, 43% des écoles ont été estimées comme étant **endommagées ou très endommagées**, avec plus de la moitié des établissements scolaires dans les **régions de Tombouctou** (60% - spécialement dans les cercles de Diré (85%) et de Goundam (73%)), **de Koulikoro** (56% - spécialement dans les cercles de Dioila (75%), Koulikoro (70%), Kangaba (69%), Kolokani (67%) et Banamba (62%)), **de Gao** (53% - spécialement dans le cercle d'Ansongo (64%)) et **de Kayes** (52% - spécialement dans les cercles de Bafoulabé (63%) et Kita (63%)), mais aussi dans les cercles de Djenné (73% - région de Mopti) et de Niono (65% - région de Ségou). Finalement, **la langue d'enseignement a été rapportée comme une barrière à l'éducation par un tiers des informateurs clés**. Ces difficultés ont été le plus souvent rapportées dans les régions de Bamako et de Koulikoro et la raison principalement rapportée était le changement de langue pour les enfants.

D'après les données de l'évaluation, plus de trois quart (78%) des établissements avaient toutes leurs salles de classe fonctionnelles. Les raisons principalement citées pour expliquer la non fonctionnalité des salles de classe étaient **le manque de personnels, le manque d'élèves, ainsi que le non équipement des salles de classe**. Les disparités régionales par rapport à l'environnement d'apprentissage se distinguent par le manque d'enseignants cité comme une raison de non fonctionnalité de certaines salles de classe pour plus de 80% des établissements scolaires ayant au moins

une salle de classe non fonctionnelle dans tous les cercles des régions de Kayes et de Ménaka, mais aussi dans le cercle de Tessalit (Kidal), de Banamba et Kangaba (région de Koulikoro) et de Kadiolo, Kolondiéba, Koutiala et Yanfolila (région de Sikasso). Le **nombre moyen d'élèves par salle de classe fonctionnelle était de 41**. Ce ratio varie significativement au sein des différents cercles, et **dépassait les 60 dans huit cercles** : Ansongo (61) – région de Gao, Ménaka (83) – région de Ménaka, Djenné (74) et Youwarou (65) – région de Mopti, Goundam (66), Gourma-Rharous (97), Niafunké (72) et Tombouctou (74) – région de Tombouctou. Par ailleurs, **au moment de la collecte de données, moins d'un quart des établissements scolaires étaient électrifiés et cela était le cas dans moins de 10% des établissements de la quasi-totalité des cercles**, à l'exception de Bamako (71%), de Gao (11%) – région de Gao, de Kayes (19%) et Kita (11%) – région de Kayes, de Banamba (11%), Kati (42%) et Koulikoro (18%) – région de Koulikoro, de Mopti (35%) – région de Mopti, de Ségou (29%) – région de Ségou, de Koutiala (10%) et Sikasso (16%) – région de Sikasso, et de Tombouctou (26%) et Diré (10%) – région de Tombouctou. **Plus de deux tiers (69%) des écoles disposaient d'un point d'eau amélioré** au niveau national. En revanche, il a été déclaré pour plus de la moitié des écoles se trouvant dans 12 cercles que celles-ci n'avaient pas accès à une source d'eau améliorée (Bafoulabé (73%), Diéma (58%) et Kéniéba (57%) – région de Kayes, Tessalit (50%) – région de Kidal, Bankass (57%) et Koro (52%) – région de Mopti, Barouéli (64%) et Macina (57%) – région de Ségou, Kadiolo (55%), Kolondiéba (64%), Yanfolila (68%) et Yorosso (64%) – région de Sikasso). De plus, il a été rapporté dans **19% des établissements qu'aucun type d'installation sanitaire n'était disponible**, et ce pourcentage s'élevait à plus de 40% dans les cercles de Bafoulabé (42%) et Kéniéba (43%) – région de Kayes, Dioila (44%) – région de Koulikoro, Barouéli (51%) et Macina (48%) – région de Ségou, et de Yorosso (44%) – région de Sikasso. Dans plus d'un cinquième des établissements scolaires, il a été reporté qu'aucun élève ne disposait de manuels scolaires en nombre suffisant et dans seulement 23% des écoles, les fournitures scolaires (cahiers, stylos, crayons, etc.) seraient en quantité suffisante. Ces chiffres varient considérablement d'une région à l'autre et sont particulièrement alarmants dans la région de Ménaka.

Concernant les enseignants, **une large majorité d'entre eux ont été rapportés comme étant des hommes** (76%), et ce, dans toutes les régions. Il peut être noté toutefois qu'un pourcentage plus élevé d'enseignantes a été rapporté dans le district de Bamako (35%), dans les cercles de Kati (31%) – région de Koulikoro, Mopti (34%) et Youwarou (33%) – région de Mopti, San (34%) – région de Ségou et Sikasso (30%) – région de Sikasso. Plus de **la moitié des enseignants étaient des contractuels**, avec des pourcentages relativement moins élevés dans les cercles de la région de Gao, de Ménaka et de Tombouctou, où les enseignants étaient principalement des **fonctionnaires des Collectivités territoriales**, ainsi que dans la région de Kidal, où plus de trois quarts des enseignants étaient rapportés comme étant des **volontaires**. L'accès à des services de soutien psychosocial a été le plus souvent rapporté dans les régions de Kidal, Gao et Ménaka, services le plus souvent offerts par les Centres d'Animation Pédagogiques (CAP), suivi par les Organisations non-gouvernementales (ONG). Seules 10% des écoles auraient au moins un enseignant ayant **suivi une formation sur le soutien psychosocial** au cours des trois dernières années – formations qui permettent d'apprendre aux enseignants comment détecter les situations anormales ou à risque chez les élèves. Ce pourcentage s'élève toutefois à plus de 40% dans les régions de Gao (41%), de Kidal (47%) et de Ménaka (61%). Le **nombre d'élèves par enseignant varie significativement à travers les régions et la variance de l'indicateur est importante au sein des cercles**. Plus de 60 élèves par enseignant ont été rapportés dans la région de Ménaka (110 élèves/enseignant), dans les cercles de Gourma-Rharous (110), Niafunké (90), Tombouctou (82) et Goundam (67) – région de Tombouctou, de Bankass (71) et Djenné (64) – région de Mopti, d'Ansongo (69) et de Gao (63) – région de Gao.

En termes de protection, une large majorité des IC ont précisé qu'il n'y avait aucun risque pour la sécurité des élèves dans la localité. Toutefois, **dans neuf cercles du pays, il a été rapporté dans plus de la moitié des établissements scolaires que les élèves pouvaient être exposés à au moins un risque sécuritaire**. Dans le cercle d'Ansongo – région de Gao, seuls 17% des IC ont rapporté qu'il n'y avait aucun risque et le risque de menaces ou d'intimidations a été mentionné dans 74% des écoles évaluées, suivi du risque d'attaque (47%), d'enlèvement (38%), de vol (36%) et de violence basée sur le genre (VBG) (21%). Dans le cercle de Gao – région de Gao, alors que 46% des IC n'ont mentionné aucun risque, 33% des IC ont rapporté un risque de menaces ou d'intimidations, 14% de VBG et 14% de vol. Dans la région de Koulikoro, cercle de Nara, aucun risque a été mentionné par 49% des IC, mais 42% ont mentionné le risque de menaces ou d'intimidations. Dans la région de Mopti, moins de la moitié des IC ont mentionné la présence d'aucun risque dans les cercles de Bandiagara (27%), de Bankass (13%), de

Koro (46%) et de Youwarou (14%). Le risque d'attaque est le plus souvent cité dans ces quatre cercles, avec également le risque d'enlèvement à Bandiagara (59%) et à Youwarou (29%), ainsi que les risques de VBG à Youwarou (57%). Finalement, dans la région de Tombouctou, moins de la moitié des IC ont mentionné la présence d'aucun risque dans les cercles de Diré (23%), Gourma-Rharous (22%), Niafunké (18%) et Tombouctou (48%), où le risque de menaces et d'intimidations a été en majorité cité, suivi du risque de VBG (23%) dans le cercle de Diré et de celui d'attaques dans les cercles de Niafunké (32%) et de Tombouctou (20%).

Finalement, alors que les besoins varient à travers le pays, il est également important de prendre en compte la manière et les différents types d'écoles à travers les régions. Alors que la majorité des écoles sont publiques, ce n'est pas le cas dans le district de Bamako où la moitié d'entre elles sont privées. De plus, plus d'un cinquième des écoles sont des médersas dans les régions de Kayes (notamment dans les cercles de Diéma (40%), Kayes (29%), Nioro (29%) et Yélimané (41%)), de Sikasso (notamment dans les cercles de Koutiala (32%) et Yanfolia (38%)) et de Ségou (notamment dans les cercles de Niono (28%) et Ségou (32%)). Aussi, un Comité de gestion scolaire (CGS), responsable de la gestion de l'école au nom de la Mairie, a été rapporté comme existant dans plus de trois quarts (78%) des établissements scolaires. Toutefois, c'était le cas pour moins de deux tiers des établissements scolaires se trouvant dans le district de Bamako (41%), dans les cercles de Bandiagara (39%) et de Bankass (59%) – région de Mopti, et de Kati (60%) – région de Koulikoro.

---

## TABLE DES MATIERES

<b>RESUME</b> .....	<b>2</b>
Liste des acronymes.....	7
Classification géographique.....	7
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>8</b>
<b>METHODOLOGIE</b> .....	<b>10</b>
Couverture géographique et périodes de collecte des données.....	10
Stratégie d'échantillonnage.....	10
Méthodes de collecte de données et nettoyage de données.....	11
Analyse.....	12
Défis et limites.....	12
<b>RESULTATS</b> .....	<b>14</b>
Information générale sur les écoles enquêtées.....	14
Accès à l'éducation.....	16
Environnement d'apprentissage.....	22
Enseignement et apprentissage.....	29
Enseignants.....	34
Participation communautaire : Comité de gestion scolaire.....	39
Protection.....	40
Données d'observation, infrastructures.....	40
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>42</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>43</b>
Annexe 1 : Détail des indicateurs clés par région.....	43
Annexe 2 : Echantillonnage et nombre d'enquêtes analysées.....	47

## Liste des acronymes

<b>AE</b>	Académie de l'enseignement
<b>CAP</b>	Centre d'animation pédagogique
<b>CGS</b>	Comité de gestion scolaire
<b>DEF</b>	Diplôme d'Études Fondamentales
<b>EHA</b>	Eau, hygiène et assainissement
<b>IC</b>	Informateur clé
<b>JENA</b>	Évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation
<b>MAS</b>	Malnutrition aigüe sévère
<b>MSNA</b>	Évaluation multisectorielle des besoins
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>PDI</b>	Personne déplacée interne
<b>SDR</b>	Revue des données secondaires (Secondary Data Review)
<b>TNS</b>	Taux Net de Scolarisation
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations unies pour l'enfance
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre

## Classification géographique

<b>Région</b>	Niveau administratif 1 au Mali
<b>Cercle</b>	Niveau administratif 2 au Mali
<b>Commune</b>	Niveau administratif 3 au Mali

## INTRODUCTION

Selon l'aperçu des besoins humanitaire de 2022, 7,5 millions de personne (contre 5,9 millions en 2021) sont considérées en besoins d'assistance au Mali, dont 56% d'enfants. Les principaux moteurs de la crise qui sévit depuis 2012 demeurent les chocs préexistants que sont les conflits/l'insécurité, les catastrophes naturelles (en particulier les sécheresses et les inondations) et les urgences sanitaires et épidémies dont la Covid-19.<sup>5</sup> Les déplacements internes de personnes ont été multipliés par quatre (de 100 000 en 2021 à plus de 400 000 en 2022).<sup>6</sup> La menace sur l'accès à l'éducation pour des milliers d'enfants en âge d'être scolarisés, notamment dans le nord et le centre du pays, n'est pas seulement due aux déplacements massifs des populations qui ont eu lieu, mais aussi due aux fermetures d'écoles.

Ainsi, en mars 2022 selon le Cluster Education, 1 731 écoles (soit 20% des écoles du pays) étaient fermées en raison du contexte sécuritaire, affectant directement plus de 519 000 enfants et plus de 10 000 enseignants.<sup>7</sup> La principale raison évoquée de ces fermetures (65% des écoles fermées) était la menace des groupes armés. Les régions de Ségou, Gao, Koulikoro et de Mopti tiraient particulièrement cette moyenne vers le haut.<sup>8</sup>

Afin d'atténuer les risques de contamination à la Covid-19, l'ensemble des écoles ont été fermées entre le 19 mars et le 14 septembre 2020, affectant ainsi les 3,8 millions d'enfants scolarisés. Les centres d'apprentissage communautaires et les espaces temporaires d'apprentissage ont également fermés, affectant directement les 565 000 enfants en âge scolaire - déplacés, retournés, réfugiés et hôtes, qui accédaient à ces espaces.<sup>9</sup>

Depuis avril 2021, REACH est engagé auprès du Cluster Education dans le cadre de la réalisation d'une évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation au Mali (joint education needs assessment – *JENA* en anglais). Une évaluation à l'échelle nationale a été conduite, visant à couvrir les lacunes d'informations en matière de services éducatifs **au cours de l'année scolaire 2020 – 2021**.<sup>10</sup> Cette évaluation concerne plus spécifiquement : l'accès à l'éducation, l'environnement d'apprentissage, l'enseignement et l'apprentissage, les enseignants et autres personnels éducatifs, et la protection.

Cette enquête a été réalisée au niveau des écoles auprès de 2 526 informateurs clés (principalement auprès de directeurs d'écoles ou directeurs adjoints), entre le 26 septembre 2021 et le 24 avril 2022. Les informations collectées à travers cette évaluation visaient à répondre aux questions de recherche suivantes :

1. Quels sont les besoins des services éducatifs au niveau des écoles dans les cercles du Mali en termes d'accès aux services d'éducation, d'environnement d'apprentissage, de processus d'enseignement et d'apprentissage, d'enseignants et autres personnels éducatif et des questions de protection ?
2. Quelles sont les éventuelles stratégies alternatives adoptées par les acteurs du secteur de l'éducation, les autorités locales et les communautés pendant que les écoles sont fermées pour des raisons liées à l'insécurité (menaces et attaques par les groupes armés), au Covid-19 et autres facteurs ?

<sup>5</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2022.

<sup>6</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2022.

<sup>7</sup> Cluster Education Mali, [Situation des Ecoles](#), Mars 2022.

<sup>8</sup> Plusieurs raisons pouvaient être sélectionnées. Avec respectivement 100%, 88%, 93% et 67% des écoles non-fonctionnelles où la menace des groupes armés était mentionnée comme raison principale de fermeture des écoles.

<sup>9</sup> OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2021.

<sup>10</sup> Exception faite de quelques indicateurs ayant pour référence le jour de la collecte de données. Ceux-ci sont clairement identifiés tout au long de ce rapport.

3. Quelles sont les différences de besoins entre les zones géographiques en général et entre les cercles affectés par la crise sécuritaire et les autres cercles ?

La collecte de données a été réalisée par REACH, différentes équipes d'ONG, un cabinet privé, des agents des centres d'animation pédagogique (CAP) et de l'Académie d'enseignement (AE).<sup>11</sup> REACH, en partenariat avec le cluster Education a développé la méthodologie de collecte et le questionnaire utilisé lors de l'évaluation. Au cours de ce projet, REACH a également renforcé les capacités du personnel de 16 organisations internationales et locales en matière d'évaluation des besoins et de collecte des données.<sup>12</sup> Alors que ce rapport se concentre principalement sur les disparités entre les régions du pays, des fiches d'information par région, présentant la situation détaillée des indicateurs collectés au niveau des différents cercles, viennent compléter ce rapport.<sup>13</sup>

---

<sup>11</sup> Au total 27 CAP, AE, ONG locales et internationales et cabinet privé ont participé à la collecte de données : i) Gao : ACCESS, Action Concertée pour le Développement Intégré au Sahel (ACODIS), AE Gao, Association de Soutien aux Revenus et Economies Fragiles (ASREF), CAP, Cercle d'Etudes pour le Développement des Zones Arides (CEDZA), Groupe Action Recherche pour le Développement Local (GARDL), LIAVES, Union pour un Avenir Écologique et Solidaire (UAVES) ; ii) Kidal : AE ; iii) Ménaka : International Rescue Committee (IRC) ; iv) Mopti : AE, CAP, EDUCO, IEDA Relief, L'Association pour le Programme Intégré de Développement (APIDEV), le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), Œuvre Malienne d'aide à l'Enfance du Sahel (OMAES), Plan International, Save the Children International (SCI) ; v) Ségou : AE Ségou, CAP, EDUCO, OMAES, Peace One Day ; vi) Sikasso : SCI ; vii) Tombouctou : PolExcellence. Les établissements scolaires des régions de Kayes, Koulikoro et du district de Bamako ont été évalués par les équipes de REACH.

<sup>12</sup> Le personnel des organisations suivantes a été formé : ACCESS, ACODIS, ASREF, CAEB, CEDZA, EDUCO, GARDL, IMIDIERAR, IRC, LIAVES, NRC, OMAES, Peace One Day, Plan International, SCI, UAVES. 5 sessions de 25 participants ont été tenues.

<sup>13</sup> Ces fiches d'information sont disponibles sur le [site internet de REACH](#).

## METHODOLOGIE

La conception de la recherche JENA est structurée selon un cadre d'analyse basé sur les [normes minimales du Réseau inter-agence pour l'éducation en situation d'urgence \(INEE\)](#) pour les domaines de l'éducation, adaptés aux spécificités du contexte malien. Une revue des données secondaires a été réalisée au cours de l'été 2021 afin d'identifier les principales lacunes d'informations en matière d'éducation et ainsi guider le choix des indicateurs.<sup>14</sup> Ces derniers ont été revus par le cluster Education au Mali, ainsi que l'unité technique du siège de REACH à Genève.

### Couverture géographique et périodes de collecte des données

La couverture de cette évaluation est nationale. La collecte de données a été effectuée en trois phases : la première phase a été réalisée exclusivement par les partenaires entre fin septembre 2021 et début février 2022 dans six régions (Gao, Kidal, Ménaka, Mopti, Ségou et Sikasso). Les équipes REACH ont collecté les données dans trois régions (Bamako, Kayes et Koulikoro), entre janvier et février 2022. Pour atteindre une couverture nationale, un cabinet privé, PolExcellence, basé à Tombouctou, a réalisé la collecte de données dans cette dernière région, en avril 2022.<sup>15</sup>

#### Récapitulatif des dates de collecte des données par région :

Région	Dates de collecte des données
Ségou	Septembre – novembre 2021
Mopti	Octobre 2021
Gao	Octobre – novembre 2021
Kidal	Novembre 2021
Sikasso	Janvier 2022
Koulikoro	Janvier – février 2022
Kayes	Janvier – février 2022
Bamako	Janvier – février 2022
Tombouctou	Avril 2022

### Stratégie d'échantillonnage

Cette enquête ciblait 2 525 établissements scolaires au niveau national. Un total de 2 455 informateurs clés (directeurs d'écoles ou directeurs adjoints) ont été enquêtés et retenus, suite au nettoyage de données et à l'inaccessibilité de certains établissements. En se basant sur les listes d'écoles partagées par le cluster éducation, les résultats visaient un niveau statistique de représentativité au niveau du Cercle (niveau administratif 2) avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%.<sup>16</sup>

<sup>14</sup> REACH, [Revue des données secondaires sur l'éducation au Mali](#), 2021.

<sup>15</sup> Voir Annexe 2 pour plus de détails sur les dates et partenaires ayant réalisé la collecte de données.

<sup>16</sup> Voir Annexe 2 pour plus de détails sur le nombre d'enquêtes ciblées versus le nombre d'enquêtes analysées.

## Nombre d'écoles évaluées au sein de chaque Cercle, par Région

<b>Bamako</b>	<b>70</b>	<b>Ségou</b>	<b>410</b>
Bamako	70	Barouéli	45
<b>Gao</b>	<b>147</b>	Bla	61
Ansongo	47	Macina	56
Bourem	43	Niono	60
Gao	57	San	62
<b>Kayes</b>	<b>407</b>	Ségou	68
Bafoulabe	62	Tominian	58
Diéma	55	<b>Sikasso</b>	<b>443</b>
Kayes	69	Bougouni	68
Kéniéba	56	Kadiolo	60
Kita	62	Kolondiéba	61
Nioro	52	Koutiala	68
Yélimané	51	Sikasso	68
<b>Kidal</b>	<b>31</b>	Yanfolila	63
Kidal	19	Yorosso	55
Tessalit	12	<b>Tombouctou</b>	<b>205</b>
<b>Koulikoro</b>	<b>417</b>	Tombouctou	46
Banamba	53	Gourma- Rharous	36
Dioila	68	Diré	39
Kangaba	54	Niafunké	44
Kati	67	Goundam	40
Kolokani	60	<b>Mopti</b>	<b>294</b>
Koulikoro	60	Bandiagara	66
Nara	55	Bankass	61
<b>Ménaka</b>	<b>31</b>	Djenné	45
Ménaka	31	Koro	61
		Mopti	54
		Youwarou	7
<b>TOTAL</b>			<b>2 455</b>

## Méthodes de collecte de données et nettoyage de données

La collecte des données s'est faite auprès du personnel éducatif. 86% des répondants interrogés dans le cadre de cette évaluation étaient des directeurs, 10% des directeurs adjoint, 2% des conseillers d'orientation et moins d'un pourcent des enseignants. 94% des répondants était des hommes. Le questionnaire a été administré via l'outil KoboCollect dans toutes les régions sauf celles de Gao (où la collecte s'est déroulée sous format papier, pour des raisons de sécurité). Les enquêteurs étaient originaires des régions enquêtées et ont été formés en amont de la collecte par REACH. Le questionnaire était constitué uniquement de questions fermées et incluait des données d'observation sur l'infrastructure des facilités. Le nettoyage des données a été effectué par les équipe REACH, suivant un plan de nettoyage prédéfini, comprenant des vérifications des valeurs aberrantes, des vérifications des incohérences logiques entre les réponses aux questions et des vérifications de la mauvaise compréhension des questions. Des informations détaillées sur les normes minimales de nettoyage des données IMPACT sont disponibles [ici](#).

## Analyse

- **Les données ont été analysées à l'aide de Microsoft Excel et de R. Des pondérations ont été appliquées** lors de l'agrégation des données collectées au niveau du Cercle et au niveaux administratifs supérieurs (Régional et National), afin d'assurer que les résultats soient aussi représentatifs que possible.
- Les résultats de l'évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation sont **complémentés dans ce rapport par ceux de l'évaluation multi-sectorielle des besoins (Multi-Sectoral Needs Assessment, MSNA)**, lorsque jugé pertinent. L'évaluation multisectorielle des besoins a pour objectif de mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels des populations affectées par la crise au Mali, afin d'appuyer la programmation humanitaire pour l'année 2022 et une réponse plus efficace aux besoins humanitaires. L'évaluation a été réalisée en juin et en juillet 2021 auprès d'une sélection de ménages appartenant aux populations suivantes : populations non-déplacées et populations déplacées internes. Les résultats du MSNA visaient un niveau de représentativité statistique au niveau du cercle dans 6 régions (Gao, Kidal, Ménaka, Tombouctou, Mopti, Ségou) et au niveau régional dans 4 régions (Kayes, Bamako, Koulikoro, Sikasso) avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%. Une méthodologie probabiliste a été mise en place dans les régions où les populations étaient accessibles pour les populations non déplacées, alors qu'un échantillon en boule de neige a été appliqué pour les PDI, ainsi que dans les zones difficiles d'accès. Dans ce deuxième cas, les résultats doivent donc être considérés à titre indicatif.<sup>17</sup>

## Défis et limites

- **Longueur de la collecte de données, période de référence et comparaison entre régions**  
En raison des conditions logistiques et sécuritaires difficiles, l'évaluation s'est étalée sur huit mois. Afin de maximiser la comparabilité des données collectées entre les différentes régions du pays, il a été décidé (en concertation avec le Cluster Education) de garder la principale période de référence de l'enquête à l'année scolaire 2020 – 2021.<sup>18</sup> Les enquêteurs ont spécifiquement été formés, tout au long de la collecte de données, à insister sur cette période de référence. Néanmoins, la possibilité que certains résultats fassent référence à la situation de l'année scolaire 2021 – 2022 n'est pas à exclure. Les comparaisons entre les résultats obtenus au sein des différentes régions (évaluées à différents moments) doivent également être considérées avec précaution.
- **Difficultés liées à la mise en place et vérification de l'échantillonnage aléatoire**
  - En raison de la situation volatile, certaines écoles initialement tirées de manière aléatoire pendant l'échantillonnage se sont révélées fermées ou inaccessibles, induisant un potentiel biais dans les résultats de l'évaluation.
  - Dans certaines zones (notamment celles où l'enquête s'est déroulée sous format papier), les points GPS des écoles n'ont pas pu être enregistrés, limitant la possibilité de vérifier que les données aient bien été collectées dans les écoles sélectionnées de manière aléatoire.
- **Sous-ensembles**  
L'échantillonnage a été réalisé de manière à fournir des résultats représentatifs au niveau des écoles au sein de chaque cercle, tous types d'écoles confondus. De fait, les résultats faisant référence à un sous-ensemble d'établissements scolaires peuvent avoir une marge d'erreur plus grande, ce qui peut induire un niveau de précision plus bas. Les résultats devant être considérés sans ambiguïté comme indicatifs seulement (en lien avec le nombre d'établissements réduit

<sup>17</sup> Pour plus de détails sur la méthodologie du MSNA au Mali, voir la [Note méthodologique](#) de l'évaluation.

<sup>18</sup> Exception faite de quelques indicateurs ayant pour référence le jour de la collecte de données. Ceux-ci sont clairement identifiés tout au long de ce rapport.

après desquels l'information en question a été collectée) sont explicitement indiqués au cours de ce rapport.

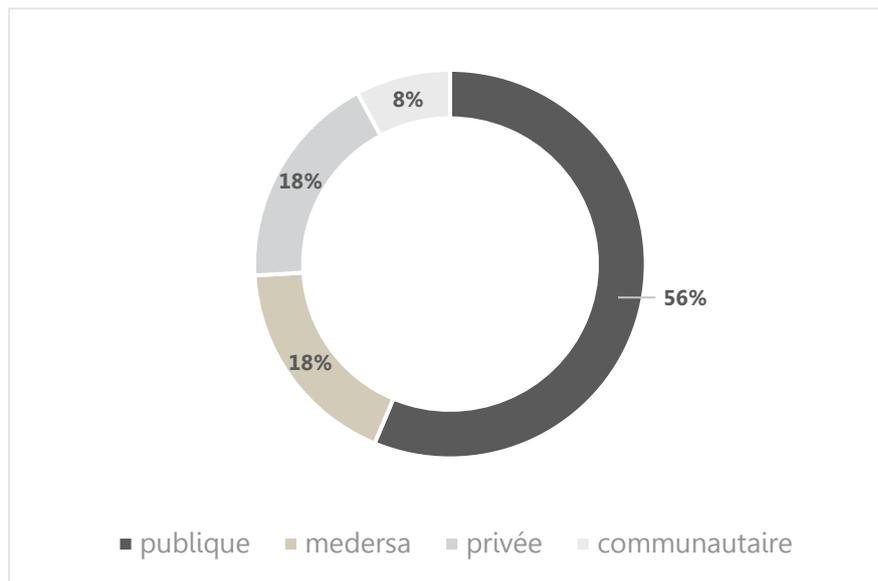
## RESULTATS

### Information générale sur les écoles enquêtées

#### Statut d'écoles

La majorité des écoles enquêtées dans le cadre de cette évaluation (**56%**) étaient des écoles publiques, suivi par les écoles privées et les médersas (18%) et les écoles communautaires (8%). Des distinctions étaient notables entre les différentes régions (voir tableau ci-dessous) : plus de la moitié des écoles enquêtées dans les régions de Ménaka, Tombouctou, Gao, Mopti, Kidal, Kayes, Ségou, Koulikoro étaient de statut public, tandis que 50% des écoles enquêtées au sein de Bamako étaient des écoles privées. Les régions de Sikasso et de Ségou se distinguent par leur pourcentage, plus élevés que la moyenne nationale, d'écoles médersas et communautaires.

#### Pourcentage d'écoles enquêtées par statut



#### Top 3 des régions avec le plus grand nombre d'écoles enquêtées, par statut

Ecoles publiques	Ecoles privées	Médersas	Ecoles communautaires
Ménaka (100%)	Bamako (50%)	Sikasso (25%)	Sikasso (14%)
Tombouctou (89%)	Koulikoro (15%)	Ségou (21%)	Ségou (14%)
Gao (88%)	Sikasso (15%)	Kayes (21%)	Koulikoro (8%)

**Lecture** : 100% des écoles enquêtées dans la région de Ménaka étaient de statut public.

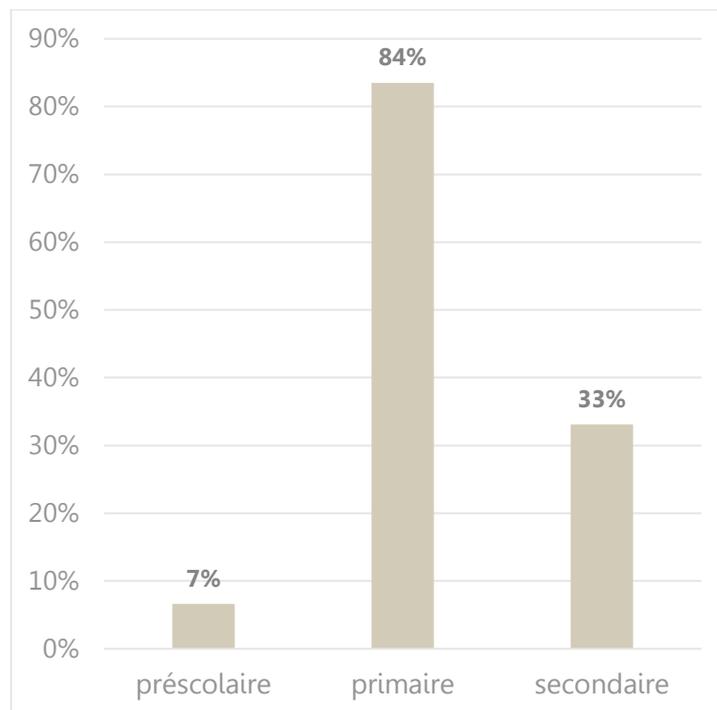
#### Profil d'écoles

La grande majorité des informateurs clés (**69%**) considéraient que l'école sur laquelle ils rapportaient était située en zone rurale (contre 31% en zone urbaine). Au sein de la région de Bamako, 100% des écoles étaient considérées comme situées en zone urbaine. A l'opposé, plus de trois quarts des écoles enquêtées dans les régions de Kayes, Gao, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso ont été classifiées en zone rurales par les informateurs clés interrogés.

## Cycle scolaire

**La très grande majorité (84%) des écoles enquêtées offraient au moins un niveau d'enseignement primaire** (enseignement fondamental).<sup>19</sup> Il est important de noter qu'au Mali, l'enseignement fondamental accueille les enfants à partir de 6 ans, et a pour objectif de développer chez eux des apprentissages fondamentaux devant leur permettre de poursuivre leurs études ou de les préparer sur le plan professionnel. Obligatoire pour tous les enfants, il dure 9 ans.<sup>20</sup> **Un tiers offraient à minima un enseignement secondaire et 7% un enseignement préscolaire.**<sup>21</sup> Cela est cohérent avec les résultats du MSNA : Le premier cycle (primaire) ayant été identifié par la majorité des ménages comme le service scolaire formel le plus proche.<sup>22</sup> La région de Bamako se distingue des autres régions du pays avec 77% des écoles enquêtées offrant un enseignement secondaire.

### Pourcentage d'écoles enquêtées par niveau scolaire enseigné



La grande majorité (87%) des écoles offrant au moins un enseignement préscolaire était de statut privé, suivi de 9% de statut médersa et 4% de statut public. Par opposition, **la majorité (52%) des écoles offrant au moins un enseignement primaire était de statut public.** Les écoles offrant un enseignement secondaire étaient à 43% des écoles publiques, 38% des écoles privées, 18% des médersas et 1% des écoles communautaires.

<sup>19</sup> Chaque école pouvant offrir l'enseignement de plus d'un cycle scolaire.

<sup>20</sup> [Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelles deuxième génération \(PRODEC 2\), 2019 – 2028](#)

<sup>21</sup> L'**enseignement préscolaire** accueille les enfants de 3 à 5 ans, pour une durée de 3 ans. Il vise pour ces enfants à faciliter leur intégration à l'enseignement fondamental. Il est assuré par des institutions spécifiques ou Centres de développement de la petite enfance (jardins d'enfants, garderies, crèches...).

L'**enseignement secondaire** reçoit les titulaires du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) et comporte plusieurs parcours en fonction des orientations souhaitées et choisies par les élèves (enseignement secondaire général et l'enseignement secondaire technique ou enseignement secondaire professionnel).

<sup>22</sup> Question posée uniquement au ménage rapportant avoir au moins un enfant en âge d'aller à l'école (3 à 17 ans). 69% des ménages ont rapporté l'école fondamentale publique ou privée 1<sup>er</sup> cycle (primaire) comme le service formel le plus proche de leurs logements.

## Accès à l'éducation

### Fermeture et réouverture des écoles, année scolaire 2020 – 2021

Selon les informateurs clés interrogés, l'immense majorité des écoles enquêtées (97%) étaient ouvertes pendant au moins une partie de l'année scolaire 2020 – 2021. **Cela n'était cependant pas le cas dans 23% des écoles enquêtées dans la région de Mopti et 13% des écoles dans les régions de Tombouctou et de Gao.**

#### Top 3 des Cercles avec le plus grand nombre d'écoles fermées pendant toute l'année scolaire 2020 – 2021 dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao

Région de Mopti	Région de Tombouctou	Région de Gao
Bankass (36%)	Gourma Rharous (31%)	Ansongo (32%)
Koro (30%)	Niafunké (20%)	Gao (7%)
Youwarou (29%)	Diré (13%)	Bourem (5%)

**Lecture : 36%** des écoles enquêtées au sein du cercle de Bankass étaient fermées pendant toute l'année scolaire 2020 – 2021.

Les trois principales raisons évoquées pour justifier la fermeture des écoles pendant toute l'année scolaire étaient :

1. L'insécurité (« Insécurité et menace d'attaque par un ou des groupe(s) armé(s) », 84%) ;
2. Les attaques (« Attaque contre l'école par un ou des groupes armé(s) », 33%) ;
3. L'absence d'enseignants (« Les enseignants ont quitté la localité », 31%)<sup>23</sup>.

Cette tendance semble relativement stable dans la mesure où ces résultats sont en accordance avec ceux du Cluster Education de mars 2022, qui indiquait que les menaces des groupes armés étaient la première raison principale de fermeture des écoles au niveau national.<sup>24</sup>

#### Nombre d'écoles fermées au cours de la collecte de données au sein des régions de Mopti, Tombouctou et de Gao, par raison de fermeture

Nombres d'écoles fermées pour raison de :	Région de Mopti (106 écoles enquêtées fermées)	Région de Tombouctou (45 écoles enquêtées fermées)	Région de Gao (38 écoles enquêtées fermées)
Insécurité	57	25	21
Attaque	30	5	7
Absence d'enseignants	19	8	10

**Lecture :** Dans la région de Mopti, parmi les 106 écoles enquêtées fermées, **57** l'étaient pour des raisons d'insécurité.

### Fermeture et réouverture des écoles, trois dernières années scolaires

**Près de deux tiers (60%) des écoles ont été fermées au moins une fois au cours des trois dernières années scolaires.**<sup>25</sup> La raison la plus fréquemment rapportée pour expliquer ces fermetures était la pandémie de Covid-19 (92%), ce qui concorde avec les dates de fermeture officielle des établissements scolaires pour raison sanitaire. De manière logique, la raison la plus fréquemment rapportée de réouverture des écoles par les informateurs clés interrogés était la suspension de la fermeture des classes en raison de la pandémie du Covid-19 (90%).

<sup>23</sup> Plusieurs choix pouvaient être sélectionnés.

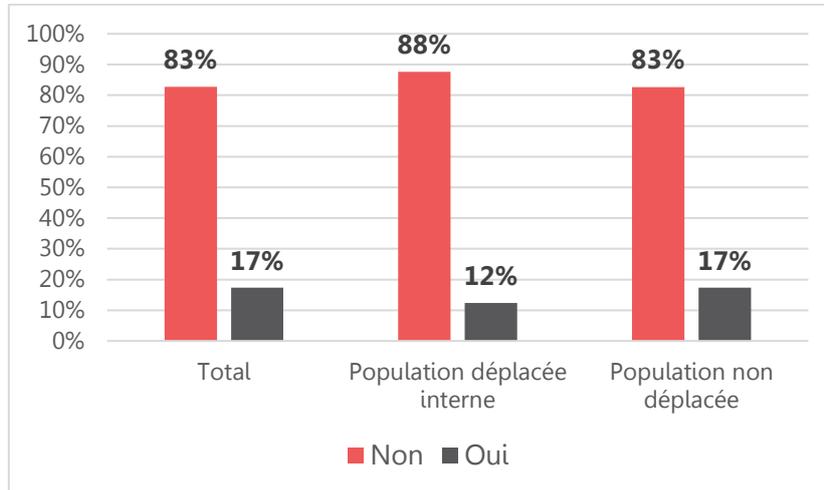
<sup>24</sup> Cluster Education Mali, [Situation des Ecoles](#), Mars 2022.

<sup>25</sup> Trois dernières années scolaires : 2018 – 2019, 2019 – 2020 et 2020 – 2021.

## Inscription à l'école (année scolaire : 2020 – 2021)

Selon les résultats du MSNA, **83% des ménages avec des enfants en âge d'aller à l'école (3 – 17 ans) ont rapporté qu'au moins un de leurs enfants n'était pas inscrit dans une école formelle** au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

### Pourcentage des ménages avec des enfants en âge scolaire ayant tous leurs enfants inscrits dans une école formelle (année scolaire : 2020 – 2021)



Presque la **moitié (46%) des ménages interrogés ont cependant rapporté qu'au moins un de leurs enfants étaient inscrits dans une école formelle**. 13% des ménages ont également indiqué qu'au moins un de leurs enfants qui n'était pas inscrit dans une école formelle suivait néanmoins un cursus éducatif alternatif.

Les résultats de l'évaluation sectorielle indiquent qu'en moyenne, 209 élèves étaient inscrits par école (tous niveaux d'enseignement confondus : préscolaire, primaire et secondaire), au niveau national. Le nombre moyen d'élèves inscrits par école varie de manière significative d'une région à l'autre : 97 élèves sont inscrits en moyenne dans les écoles situées dans la région de Tombouctou, contre 321 dans la région de Bamako.

### Nombre d'élèves moyen inscrits par école (tous niveaux d'enseignement confondus), par région<sup>26</sup>

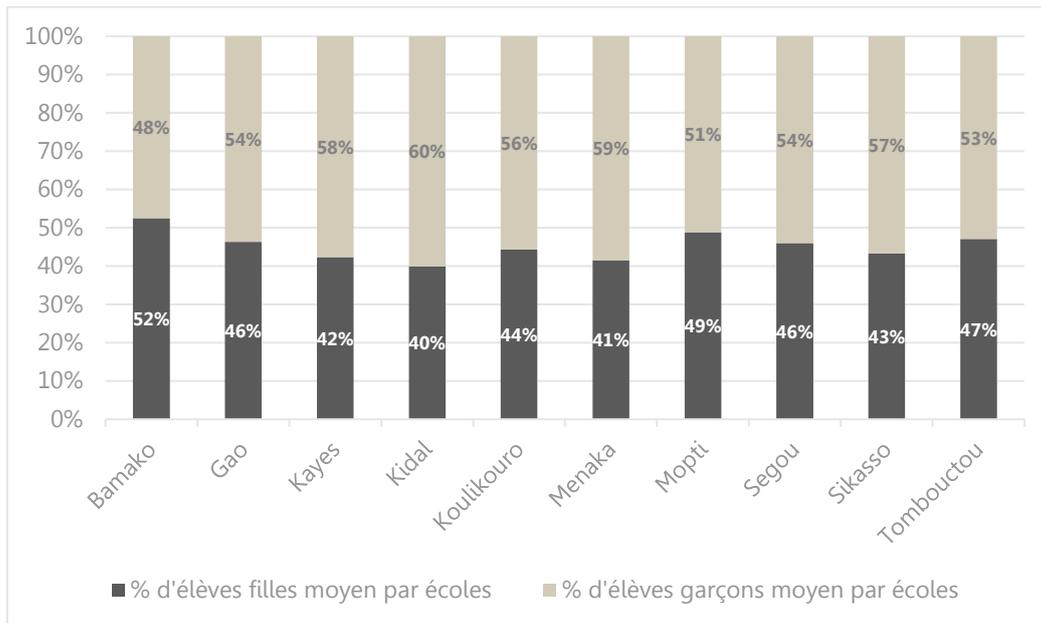
Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
Nombre d'élèves moyen inscrit par école	321	268	200	169	238	254	236	210	184	296

Le pourcentage de filles inscrites dans un établissement scolaire par rapport au nombre total d'élèves oscillait entre 40% (région de Kidal) et 52% (région de Bamako).<sup>27</sup>

<sup>26</sup> Les résultats ont été calculés uniquement à partir des chiffres enregistrés dans les écoles au moins en partie ouverte au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

<sup>27</sup> Les résultats ont été calculés uniquement à partir des chiffres enregistrés dans les écoles au moins en partie ouverte au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

### Pourcentage d'élèves garçons et filles moyen par école (tous niveaux d'enseignements confondus), par région



Le pourcentage de filles inscrites dans une écoles offrant un **enseignement secondaire** reste relativement proches des chiffres présentés dans le graphique ci-dessus, à l'exception des régions de Kayes et de Ménaka. Dans ces régions, les pourcentages moyens de filles inscrites dans une école offrant un enseignement secondaire étaient respectivement de 37% et de 36%.

### Élèves déplacés internes

Lors du MSNA, **seuls 12% des ménages déplacés internes ont rapporté que tous leurs enfants en âge d'aller à l'école étaient inscrits dans une école formelle**. Lors de l'évaluation conjointe des besoins en éducation, le pourcentage d'écoles où des élèves déplacés étaient inscrits variaient considérablement d'une région à une autre : de moins de 10% dans les régions de Kayes et de Sikasso, à plus de 50% dans les régions de Mopti et de Tombouctou (voir tableau ci-dessous). Le nombre moyen d'élèves déplacés inscrit dans les écoles qui en accueillait allait de 4 (régions de Bamako, Kayes et Sikasso) à 20 (Kidal).<sup>28</sup>

### Pourcentage d'écoles où au moins un enfant déplacé était inscrit, par région<sup>29</sup>

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles où au moins un enfant déplacé était inscrit	23%	44%	5%	31%	21%	48%	55%	24%	8%	52%

<sup>28</sup> Seules les écoles où des enfants déplacés étaient inscrits devaient indiquer le nombre exact d'enfants inscrits.

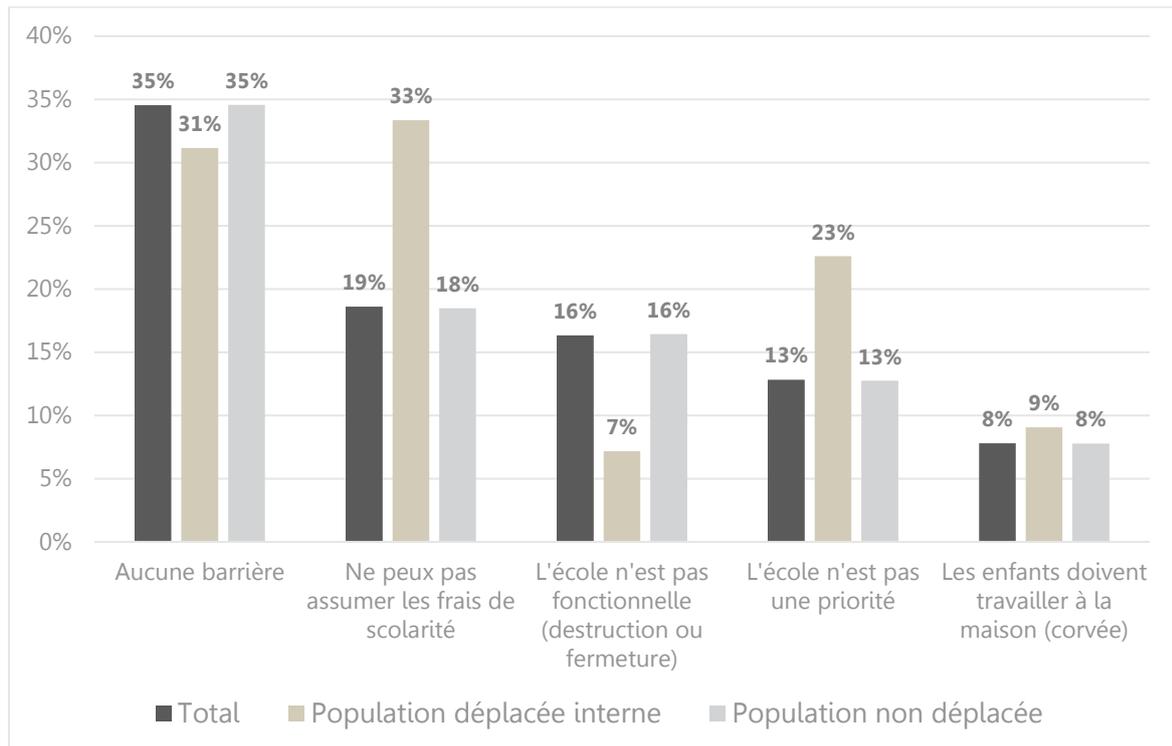
<sup>29</sup> Idem

## Barrières à l'éducation (résultats du MSNA)

### Top 5 des barrières à l'éducation<sup>30</sup>, niveau national

**Autour d'un tiers des ménages (tous statuts de déplacement confondus) ont rapporté ne rencontrer aucune barrière d'accès à l'éducation.** La barrière d'accès la plus rapportée au niveau national était l'impossibilité d'assumer les **frais de scolarité (19%)**, raison particulièrement mentionnée par les ménages déplacés (33%). **16% des ménages ont également identifié la non-fonctionnalité des écoles** (liée à leur destruction ou à leur fermeture) comme l'une des barrières d'accès à l'éducation.

### Pourcentage de ménages ayant au moins un enfant en âge d'aller à l'école, par statut de déplacement et barrière d'accès à l'éducation



Ces résultats confirment que, malgré la politique de gratuité dans le système public, **les frais de scolarité agissent comme un facteur nuisant à la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école.** Dans toutes les régions à l'exception de celles de Ménaka et de Tombouctou, **une proportion plus importante de ménages déplacés que de ménages non-déplacés ont mentionné les frais de scolarité comme une barrière à l'éducation** (voir tableau ci-dessous). Dans toutes les régions, exceptée celle de Mopti, la dépense moyenne des ménages non déplacés pour l'éducation de leurs enfants au cours des six derniers mois était bien supérieure à celle des ménages déplacés. Cela est sûrement en partie le reflet de revenus plus importants.

<sup>30</sup> Question posée uniquement aux ménages rapportant avoir au moins un enfant en âge d'aller à l'école (3 à 17 ans). Plusieurs choix pouvaient être sélectionnés.

Région	% de ménages ayant mentionné l'impossibilité d'assumer les frais de scolarité comme une barrière à l'éducation		Dépenses moyennes pour l'éducation au cours des 6 derniers mois (en francs CFA) <sup>31</sup>	
	Population déplacée interne	Population non-déplacée	Population déplacée interne	Population non-déplacée
Bamako	39%	19%	3 182,39	22 629,92
Gao	31%	28%	1 258,63	3 093,85
Kayes	35%	18%	3 634,41	7 351,59
Kidal	19%	8%	152,94	1 131,87
Koulikoro	65%	21%	859,09	9 989,92
Ménaka	18%	18%	1 545,45	1 685,45
Mopti	27%	8%	5 029,72	4 903,19
Ségou	73%	27%	961,78	9 410,12
Sikasso	59%	29%	973,45	27 094,92
Tombouctou	16%	25%	2 023,47	3 089,11

Tandis que dans les régions de Bamako, Kayes, Koulikoro, Gao, Ségou et Sikasso, l'ensemble des ménages ont le plus fréquemment rapporté qu'il n'y avait « aucune barrière » à l'éducation<sup>32</sup>, **la non-fonctionnalité des écoles était la barrière d'accès à l'éducation la plus rapportée par les ménages dans les régions de Mopti, de Ménaka et de Kidal**<sup>33</sup>. Les frais de scolarité était la barrière la plus fréquemment rapportée par les ménages dans la région de Tombouctou (24%).

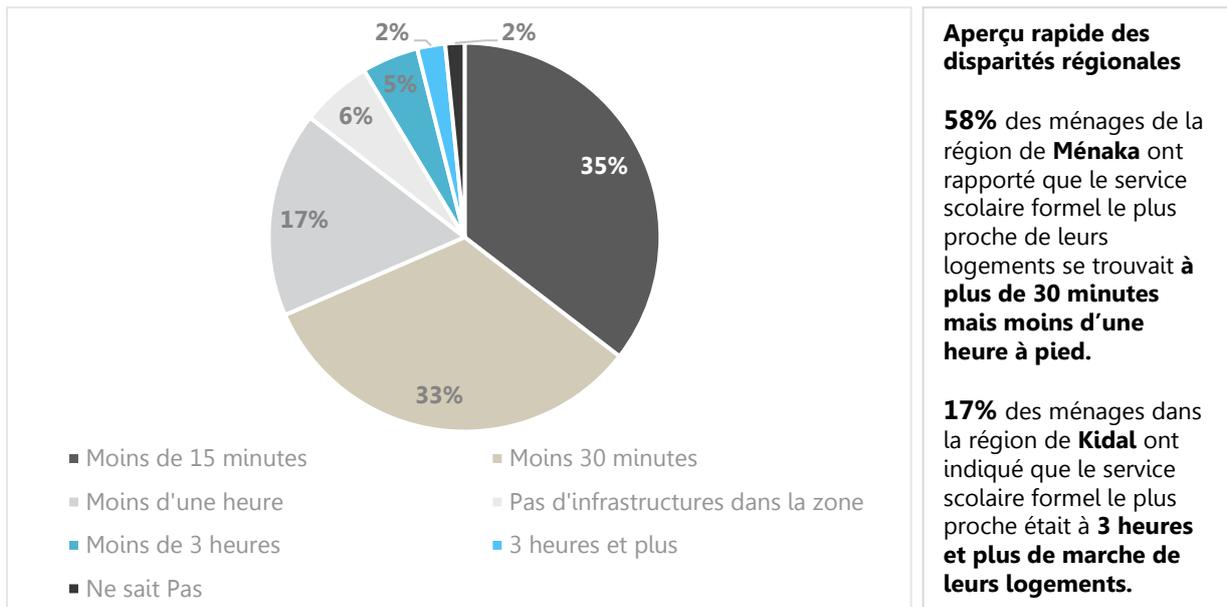
Seuls 6% de l'ensemble des ménages ont indiqués la distance pour se rendre à l'école comme une barrière d'accès. Cela semble cohérent avec le fait que 60% des ménages interrogés lors du MSNA aient indiqués se trouver à moins de 30 minutes de marche du service scolaire formel le plus proche de leurs logements.<sup>34</sup>

<sup>31</sup> Ces données sont calculées au sein de tous les ménages ayant répondu au questionnaire MSNA, que les enfants soient inscrits à l'école ou non. Il est donc important de garder en tête que les ménages déplacés ont en moyenne un nombre moins élevé d'enfants inscrits à l'école (les ménages déplacés internes auraient en moyenne 1,11 enfants scolarisés dans une institution formelle / reconnue, alors que cette moyenne s'élève à 1,64 au sein des ménages non-déplacés).

<sup>32</sup> Respectivement rapporté par 53%, 44%, 40%, 30%, 29% et 36% des ménages.

<sup>33</sup> Respectivement rapporté par 36%, 22% et 58% des ménages.

<sup>34</sup> Question posée uniquement au ménage rapportant avoir au moins un enfant en âge d'aller à l'école (3 à 17 ans).

**% de ménages par temps de marche au service scolaire formel le plus proche****Élèves en situation de handicap**

Les enfants en situation de handicap étaient définis comme ceux ayant des difficultés dans les domaines suivants : la vision (difficulté à voir, même avec des lunettes) ; l'ouïe (difficulté à entendre, même avec un appareil auditif), les mouvements physiques (difficulté à marcher ou à monter des marches), cognition (difficulté à se souvenir ou à se concentrer), communication (difficulté à comprendre ou à se faire comprendre). Les enfants vivant avec un handicap sont plus à risque de ne pas recevoir de soins et services appropriés, y compris les services de référencement des cas. Au Mali, ces derniers sont dans l'ensemble moins scolarisés au primaire que les autres enfants du même âge, avec un Taux Net de Scolarisation (TNS) de 42,9%.<sup>35</sup> **Le pourcentage d'écoles dans lesquelles au moins un enfant en situation de handicap était scolarisé variait de 21% (région de Kidal) à 55% (région de Tombouctou).**

**Pourcentage d'écoles où au moins un enfant en situation de handicap était inscrit, par région<sup>36</sup>**

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles où au moins un enfant en situation de handicap était inscrit	34%	40%	37%	21%	40%	23%	42%	38%	33%	55%

La proportion moyenne d'élèves en situation de handicap (relativement à l'ensemble des élèves inscrits à l'école) variait de 1% à 3% à travers toutes les régions du pays. Les barrières spécifiques à l'accès à l'éducation pour les enfants en situation de handicap les plus fréquemment citées étaient les suivantes :

<sup>35</sup> Humanité et Inclusion, [Être une fille et handicapée en Afrique de l'Ouest : La situation éducative en question](#), 2020.

<sup>36</sup> Idem.

1. Aucune barrière (36%) ;
2. L'inadaptation des infrastructures (31%) ;
3. La distance entre la maison et l'école (24%).<sup>37</sup>

Il n'y avait pas de différences significatives entre les barrières d'accès les plus rapportées entre les différentes régions du pays. *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

Les stratégies développées pour l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap les plus fréquemment citées étaient les suivantes :

1. Aide des camarades et du personnel enseignant (43%),
2. Aucune stratégie (36%) ;
3. Utilisation de la pédagogie inclusive (23%).<sup>38</sup>

Il n'y avait pas de différences significatives entre les stratégies développées pour favoriser l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap les plus rapportées entre les différentes régions. La mise à disposition d'équipements spécialisés et d'équipements inclusifs ont été mentionnés par moins de 6% des informateurs clés.<sup>39</sup> *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

## Environnement d'apprentissage

Cette partie contient des analyses sur l'état et la fonctionnalité des infrastructures et équipements scolaires (salles de classe, tables bancs, latrines, points d'eau et cantines scolaires).

---

<sup>37</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés. Cette question était seulement posée dans les écoles où au moins un enfant en situation de handicap était inscrit au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

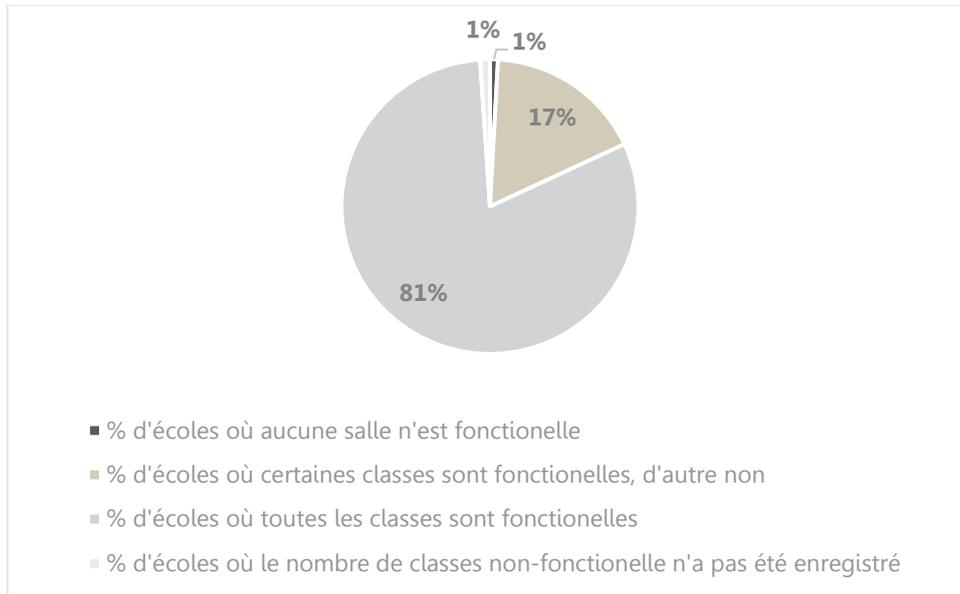
<sup>38</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés. Cette question était seulement posée dans les écoles où au moins un enfant en situation de handicap était inscrit au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

<sup>39</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés. Cette question était seulement posée dans les écoles où au moins un enfant en situation de handicap était inscrit au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

## Infrastructures de l'école : Salles de classe

Dans 78% des écoles du pays, toutes les salles de classe étaient fonctionnelles (c'est-à-dire utilisées à des fins d'apprentissage). Dans 17% des écoles, certaines classes étaient utilisées et d'autres non, tandis que dans 1% des écoles aucune classe n'était fonctionnelle.

### Pourcentage d'écoles par fonctionnalité des classes<sup>40</sup>



Le pourcentage d'écoles avec à minima une salle de classe non-fonctionnelle variait de 11% (régions de Koulikoro et de Mopti) à 50% (région de Kidal).

### Pourcentage d'écoles avec au moins une salle de classe non-fonctionnelle, par région<sup>41</sup>

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles avec au moins une classe non-fonctionnelle	19%	19%	17%	50%	11%	26%	11%	25%	18%	26%

Les raisons les plus fréquemment citées pour expliquer que toutes les classes de l'école n'étaient pas fonctionnelles étaient les suivantes :

1. Le manque de personnels (55% des écoles) ;
2. Le manque d'élèves (26% des écoles) ;
3. Le non-équipement des salles de classe (21% des écoles).<sup>42</sup>

**Le manque d'enseignants était particulièrement mentionné dans les régions de Kayes et de Ménaka** (respectivement cité dans 90% et 88% des écoles), tandis que le manque d'élèves était le plus

<sup>40</sup> Les résultats ont été calculés uniquement à partir des chiffres enregistrés dans les écoles au moins en partie ouverte au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

<sup>41</sup> Les résultats ont été calculés uniquement à partir des chiffres enregistrés dans les écoles au moins en partie ouverte au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

<sup>42</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés. Cette question était seulement posée dans les écoles où au moins une classe était non-fonctionnelle.

fréquemment cité dans la région de Bamako (57%). *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

## Ratio élèves par salle fonctionnelle

**Le nombre moyen d'élèves par salle de classe fonctionnelle<sup>43</sup> était de 41.** Ce ratio était le plus faible dans la région de Kidal (28 élèves en moyenne par classe fonctionnelle) et le plus élevé dans la région de Ménaka (68 élèves en moyenne par classe fonctionnelle).

### Ratio élèves par classe fonctionnelle, par région<sup>44</sup>

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
Ratio élèves par classe fonctionnelle	35	54	41	28	41	68	52	39	39	65

## Salles de direction et infrastructures de jeux

60% des écoles possédaient une salle équipée pour la direction durant l'année scolaire 2020 – 2021. Ce pourcentage variait de 42% (région de Ménaka) à 79% (région de Bamako).

**54% des écoles disposaient d'au moins une infrastructure de jeux.<sup>45</sup>** L'infrastructure de jeu la plus fréquemment citée était le terrain de foot (82%), une constante dans toutes les régions du pays.<sup>46</sup> *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

### Pourcentage d'écoles avec au moins une infrastructure de jeux disponible, par région<sup>47</sup>

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles avec au moins une infrastructure de jeux disponible	34%	20%	69%	18%	67%	26%	40%	58%	55%	24%

## L'électrification des écoles

Seules 24% des écoles à l'échelle nationale étaient électrifiées. Le taux d'électrification des écoles était de moins de 10% dans les régions de Gao, Kayes, Koulikoro et Mopti. Il atteignait en revanche 71% dans la région de Bamako. Le Programme Décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelle du Mali, basé sur des données recueillies en 2014 – 2015, faisait déjà état de l'insuffisance d'intrants logistiques dans les établissements dans le fondamental du pays.<sup>48</sup> Le taux d'électrification des établissements scolaires dans le fondamental (primaire) semble être resté relativement stable (les données de 2014 – 2015 rapportaient un taux d'établissements non-électrifiés de 87% au 1<sup>er</sup> cycle du

<sup>43</sup> Les classes étaient considérées comme « fonctionnelle » lorsqu'utilisées pour des activités d'apprentissage.

<sup>44</sup> Les résultats ont été calculés uniquement à partir des chiffres enregistrés dans les écoles au moins en partie ouverte au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

<sup>45</sup> Les infrastructures sportives, comme par exemple les terrains de foot, peuvent être comptées comme une infrastructure de jeux.

<sup>46</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés. Cette question était seulement posée dans les écoles où au moins une infrastructure de jeu était disponible.

<sup>47</sup> Les résultats ont été calculés uniquement à partir des chiffres enregistrés dans les écoles au moins en partie ouverte au cours de l'année scolaire 2020 – 2021.

<sup>48</sup> La distinction entre le 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> cycle fondamental n'a pas été faite au cours de cette évaluation.

fondamental et 73% au 2<sup>nd</sup> cycle ; tandis que ce taux était de 76% dans les écoles primaires visitées lors de cette évaluation sectorielle).<sup>49</sup>

La compagnie Energie du Mali (EDM) était la principale source d'énergie dans toutes les écoles à Bamako, ainsi que le premier fournisseur des écoles électrifiées dans la région de Sikasso.<sup>50</sup> *Ce résultat doit être considéré à titre indicatif seulement.*

### Pourcentage d'écoles électrifiées, par région

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles électrifiées	71%	6%	9%	26%	9%	12%	9%	12%	55%	24%

### Infrastructures d'Eau, d'Hygiène et d'Assainissement (EHA) au sein des écoles, Accès à l'eau

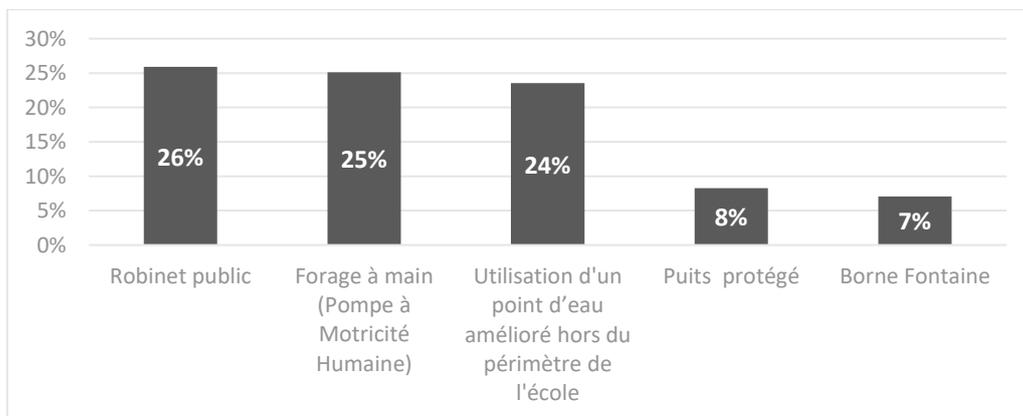
Le robinet public était le point d'eau le plus disponible dans le périmètre des écoles au cours de l'année scolaire 2020 – 2021 (26% des écoles enquêtées). **Presqu'un tiers des écoles (31%) ne disposait d'aucun point d'eau amélioré en son sein.** Ce pourcentage variait de manière importante d'une région à l'autre du pays et plus de 40% des écoles dans les régions de Kayes et de Sikasso n'avaient pas accès à un point d'eau amélioré dans le périmètre de l'école (voir détails ci-dessous).

### Pourcentage d'écoles ne disposant pas de point d'eau amélioré, par région

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles ne disposant pas de point d'eau amélioré	13%	35%	48%	31%	22%	13%	33%	31%	45%	23%

Parmi les 79% d'écoles ayant accès à une source d'eau améliorée en son sein, 88% recevaient de l'eau le jour où l'enquête a été menée. Néanmoins, dans la région de Kidal, 61% des écoles ayant accès à une source d'eau améliorée ne recevaient pas d'eau via ce biais le jour de la collecte.

### Pourcentage d'écoles par principal point d'eau amélioré disponible, top 5



<sup>49</sup> Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelles deuxième génération (PRODEC 2), 2019 – 2028.

<sup>50</sup> Cette question était seulement posée dans les écoles ayant accès à l'électricité.

## Infrastructures d'assainissement

Dans 19% des écoles, aucune installation sanitaire n'était disponible. Les écoles des régions de Koulikoro, Gao, Ségou, Kayes et Sikasso se trouvaient au-dessus de cette moyenne nationale (voir détails ci-dessous).

**Pourcentage d'écoles sans aucune installation sanitaire le jour de la collecte de donnée, par région**

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles sans aucune installation sanitaire	1%	21%	23%	13%	20%	13%	15%	22%	27%	14%

Parmi les écoles disposant d'installations sanitaires, 94% d'entre elles étaient fonctionnelles au moment de la collecte de données.

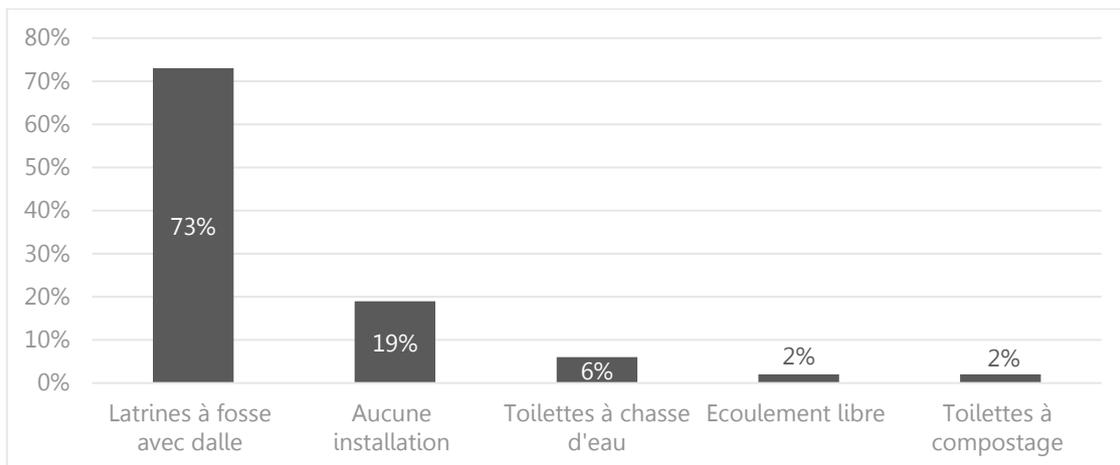
**Pourcentage d'écoles avec une installation sanitaire le jour de la collecte de donnée et parmi celles-ci, pourcentage d'école avec une installation sanitaire fonctionnelle, par région**

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
% d'écoles avec une installation sanitaire <sup>51 52</sup>	100%	80%	78%	87%	80%	87%	84%	78%	73%	86%
% d'installations sanitaires fonctionnelles	95%	92%	94%	92%	95%	91%	87%	92%	97%	89%

**Lecture :** Dans la région de Bamako, 100% des écoles disposaient d'une installation sanitaire le jour de la collecte de données. 95% de ces installations sanitaires étaient fonctionnelles.

Les latrines à fosse avec dalle étaient le type de latrines le plus rapporté dans les écoles disposant d'une installation sanitaire (73% des écoles).<sup>53</sup>

**Pourcentage d'écoles par type d'installation sanitaire disponible le jour de l'enquête**



<sup>51</sup> Les valeurs ne somment pas toujours à 100% par rapport au tableau précédent (*Pourcentage d'écoles sans aucune installation sanitaire le jour de la collecte de donnée, par région*) à cause des arrondis.

<sup>52</sup> Cela inclut tous les types d'installations sanitaires : Toilettes à chasse d'eau, écoulement libre, latrines à fosse avec dalle et toilettes à compostage.

<sup>53</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés.

Parmi les écoles disposant d'une installation sanitaire, **le ratio population (élèves et enseignants combinés) par installation était en moyenne de 69**. Ce ratio était sensiblement différent d'une région à une autre (voir détails ci-dessous). *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

### Ratio population par installation sanitaire, par région

Région	Bamako	Gao	Kayes	Kidal	Koulikoro	Ménaka	Mopti	Ségou	Sikasso	Tombouctou
Ratio population par installation sanitaire	84	83	73	63	63	62	60	68	59	79

Parmi les écoles disposant d'installations sanitaires, celles-ci étaient séparées entre élèves et enseignants dans à minima 55% des écoles dans la région de Ségou et jusqu'à plus de 80% des écoles dans les régions de Ménaka (81%) et de Gao (84%).

### Dispositif de lavage des mains

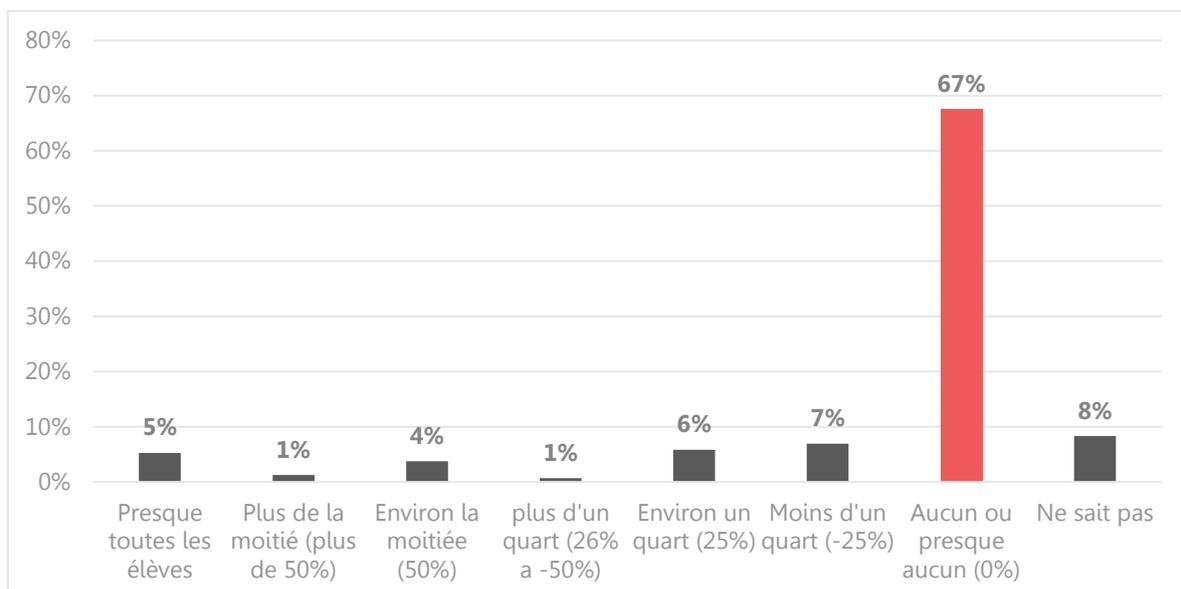
Un dispositif de lavage des mains était disponible dans **64% des écoles au niveau national** : ce pourcentage atteignait plus de 70% dans les régions de Bamako, Kidal, Ménaka et Ségou, et descendait jusqu'à 46% dans la région de Kayes. Dans **presque la moitié des écoles (48%) où un dispositif de lavage des mains était présent, le savon était disponible dans toutes ou presque toutes les installations.**

Dans 51% des écoles disposant d'un dispositif de lavage des mains, les informateurs clés ont mentionné que l'eau était toujours ou presque toujours disponibles dans les installations. L'accessibilité à l'eau au sein des dispositif de lavage était relativement faible dans la région de Gao (37%) et le plus élevé dans la région de Mopti (69%). *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

### Hygiène menstruelle

Dans **67% des écoles, les informateurs clés ont mentionnés qu'aucune ou presque aucune des filles n'avait accès à des kits de Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)**. La région de Bamako tirait de manière significative cette tendance vers le bas, avec moins de 20% des écoles où aucune filles ou presque n'avait accès aux kits GHM selon le personnel enseignant interrogé (voir détails ci-dessous).

### Pourcentage d'écoles par proportion de filles ayant accès aux kits de GHM



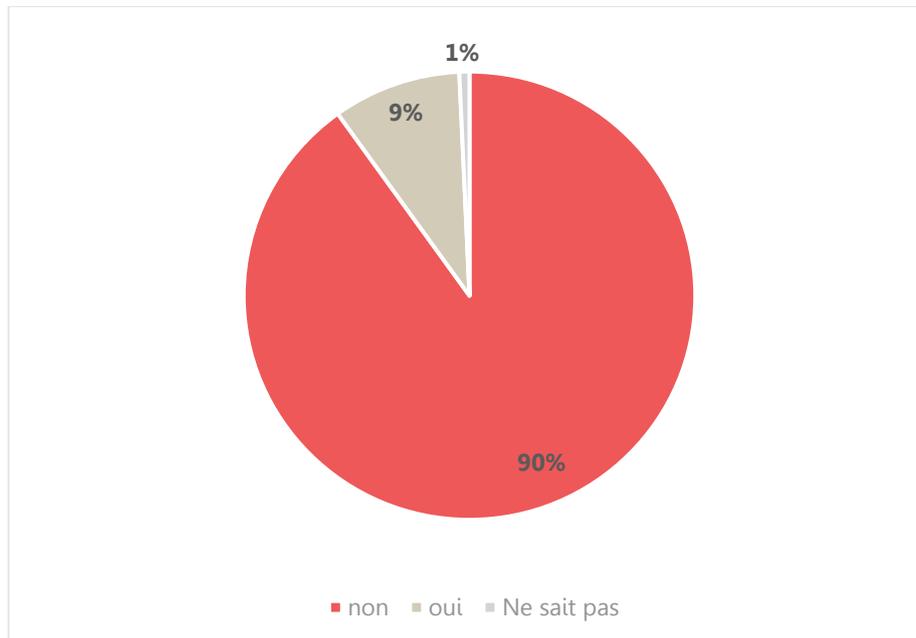
Région	% d'écoles où aucune fille ou presque n'avait accès aux kits GHM
Bamako	19%
Gao	74%
Kayes	89%
Kidal	68%
Koulikoro	70%
Ménaka	90%
Mopti	86%
Ségou	79%
Sikasso	74%
Tombouctou	78%

### Programmes d'alimentation scolaire

Un programme d'alimentation scolaire fonctionnel était disponible au cours de l'année scolaire 2020 – 2021 **dans moins de 10% des écoles au niveau national.**

Dans 76% de ces écoles, les repas du programme étaient servis 5 fois par semaine. Les 3 fournisseurs du programme les plus cités étaient le Programme Alimentaire Mondial (41% des écoles), suivi de près par l'état (40%), puis par les organisations non-gouvernementales internationales (17%).<sup>54</sup> *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

### Pourcentage d'écoles où un programme d'alimentation scolaire était disponible



<sup>54</sup> Ces questions étaient seulement posées aux écoles disposant d'un programme alimentaire.

On note de grandes disparités en termes de disponibilité de programme d'alimentation scolaire entre les différentes régions du pays :

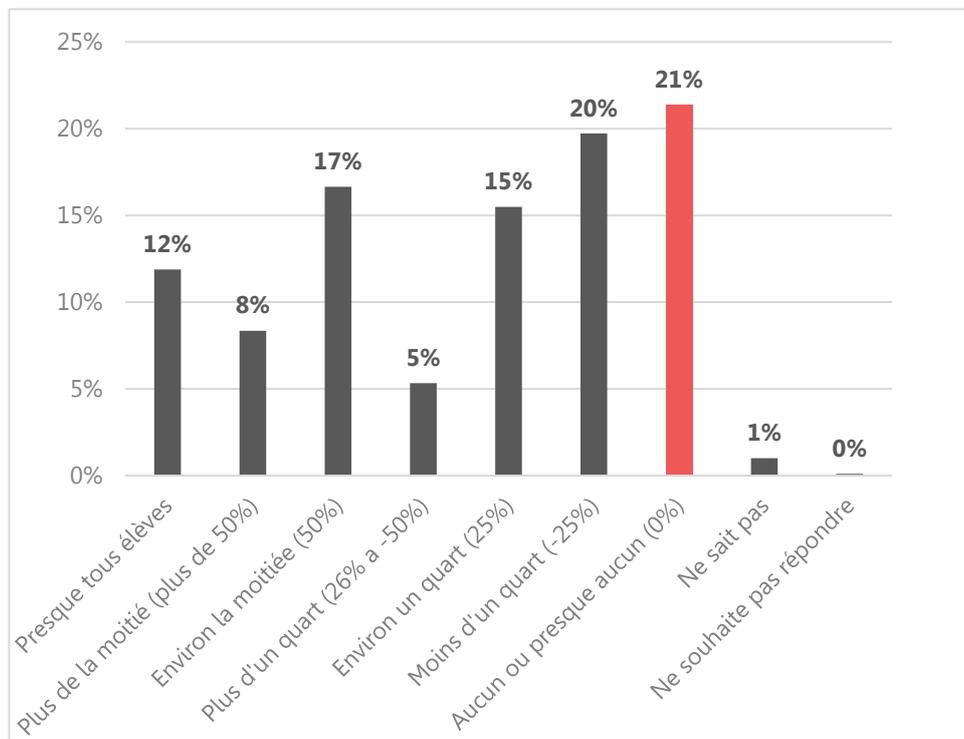
Régions	% d'écoles où un programme d'alimentation scolaire était fonctionnel
Bamako	1%
Gao	59%
Kayes	4%
Kidal	93%
Koulikoro	9%
Ménaka	94%
Mopti	20%
Ségou	8%
Sikasso	4%
Tombouctou	56%

## Enseignement et apprentissage

### Manuels et fournitures scolaires

**Dans 1/5<sup>ème</sup> des écoles, il a été rapporté qu'aucun ou presque aucun élèves ne disposait de manuels scolaires en nombre suffisant.** La situation était d'autant plus inquiétante dans la région de Ménaka, où ce chiffre atteignait 71% (voir détails ci-dessous).

**Pourcentage d'écoles par proportion d'élèves ayant des manuels scolaires en nombre suffisant (tous types de manuels confondus), au cours de l'année scolaire 2020 – 2021**

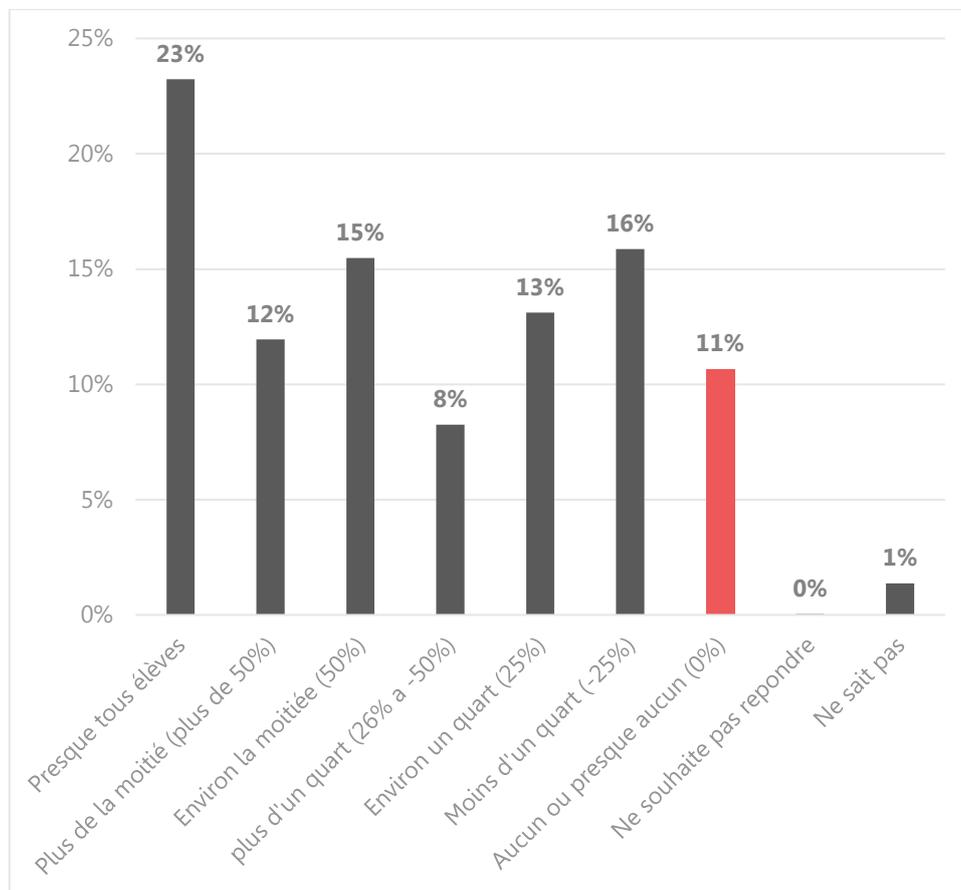


Région	% d'écoles où aucun ou presque aucun des élèves ne dispose de manuels scolaires en quantité suffisante
Bamako	3%
Gao	33%
Kayes	30%
Kidal	6%
Koulikoro	23%
Ménaka	71%
Mopti	44%
Ségou	23%
Sikasso	18%
Tombouctou	39%

**76% des informateurs clés interrogés ont répondu que tous ces manuels étaient adaptés au programme** (et 17% ont répondu que certains d'entre eux l'étaient, d'autres non).

La situation semblait légèrement meilleure en ce qui concernait l'accessibilité des élèves aux fournitures scolaires : **dans 23% des écoles enquêtées, les informateurs clés ont mentionné que presque tous les élèves avaient accès à des fournitures scolaires** (cahiers, stylos/crayons, ardoise, matériel de géométrie) **en quantité suffisante**.

**Pourcentage d'écoles par proportion d'élèves ayant des fournitures scolaires en nombre suffisant, au cours de l'année scolaire 2020 – 2021**



La disponibilité des fournitures scolaires variait de manière très importante d'une région à l'autre : Les informateurs clés de 71% des écoles dans la région de Ménaka ont mentionné qu'aucun ou presque aucun des élèves de l'école ne disposaient de fournitures scolaires en quantité suffisante (contre moins de 5% dans les régions de Bamako et de Kayes).

Région	% d'écoles où aucun ou presque aucun des élèves ne dispose de fournitures scolaires en quantité suffisante
Bamako	4%
Gao	41%
Kayes	4%
Kidal	6%
Koulikoro	11%
Ménaka	71%
Mopti	32%
Ségou	11%
Sikasso	8%
Tombouctou	29%

## Équipements des salles de classe

Le **ratio élèves par table banc en bon état au cours de l'année scolaire 2020 – 2021 était de 5**. Les écoles situées dans la région de Bamako semblaient relativement mieux loties (avec une moyenne élèves/table banc en bon état de 4), tandis que 7 élèves en moyenne se partageait un même table banc dans la région de Ménaka.

**Deux tiers (67%) des salles de classe disposaient d'un bureau pour le maître** (une table et une chaise) durant l'année scolaire 2020 – 2021. De grandes disparités entre régions ont de nouveau été enregistrées : 74% des salles de classe des écoles de la région de Sikasso disposaient d'un bureau pour le maître, tandis que ce pourcentage descendait à 21% dans la région de Kidal.

**16% des salles de classe disposaient d'une armoire au niveau national**. La région de Kidal s'illustre de nouveau avec aucune salle de classe ne disposant d'armoire.

## Présence d'une bibliothèque

Seules **7% des écoles disposaient d'une bibliothèque au moment de la collecte de données**. Ce chiffre était de 6% dans les écoles primaires, ce qui suggère que la situation est restée similaire à celle de 2014 – 2015 (dans près de 90% des établissements de 1<sup>er</sup> et de 2<sup>nd</sup> cycle, il n'y avait ni bibliothèque, coin de lecture ou de communauté d'apprentissage).<sup>55</sup> Les fournisseurs principaux sont l'État suivi par les ONG internationales. Les régions de Bamako et de Koulikoro étaient les deux seules régions avec plus de 10% des écoles ayant une bibliothèque (13% et 10%, respectivement). Moins de 2% des écoles disposaient d'une bibliothèque dans la région de Gao.

De plus, parmi les **7% d'écoles disposant d'une bibliothèque, seules 61% d'entre elles étaient fonctionnelles**. La première raison évoquée pour expliquer le non-fonctionnement de ces structures

<sup>55</sup> [Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelles deuxième génération \(PRODEC 2\), 2019 – 2028](#)

était le manque de livre (85% des écoles).<sup>56</sup> Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.

## Matériaux d'enseignement et d'apprentissage reçus

**Deux tiers (67%) des écoles avaient reçu des kits pédagogiques et équipements scolaires auprès de l'État ou d'autres institutions non étatiques** (ONG, Coopération internationale, Associations, un particulier etc.) au cours des trois dernières années scolaires (2018 – 2019 / 2019 – 2020 / 2020 – 2021). Parmi celles-ci, les trois premiers fournisseurs de matériel pédagogique étaient l'État (64% des écoles), les organisations non-gouvernementales internationales (45%) et les organisations nationales (19%).<sup>57</sup> Dans toutes les régions du pays il s'agissait des trois fournisseurs les plus cités, avec cependant des différences notables : 97% des écoles de la région de Kidal recevaient leur matériaux d'enseignement de l'État (vs 40% des organisations non-gouvernementales internationales) ; tandis que la tendance inverse était rapporté dans la région de Ménaka par exemple (42% des écoles recevaient leurs matériaux de l'État, contre 92% des organisations internationales). Il est intéressant de noter que la région de Kidal était aussi la région où la plus grande proportion d'écoles a rapporté qu'aucun ou presque aucun élèves ont des matériaux scolaires suffisants ou adéquats.

<b>Top 5 des matériels pédagogiques et équipements scolaires reçus (en % d'écoles)<sup>58</sup></b>	
Masques de protection Covid-19	47%
Gel hydro alcoolique	41%
Dispositif de lavage des mains	38%
Petits matériels pour les élèves (cahiers, stylos, ardoises etc.)	28%
Livres scolaires destinés aux élèves	20%

**58% des écoles ayant reçu des dons les ont reçus une fois par an, 38% sans fréquence fixe (donc occasionnel) et 4% deux fois par ans.**

## Langue d'enseignement

**Dans plus d'un tiers des écoles (36%), la langue d'enseignement constituait une difficulté à l'accès à l'éducation.**<sup>59</sup>

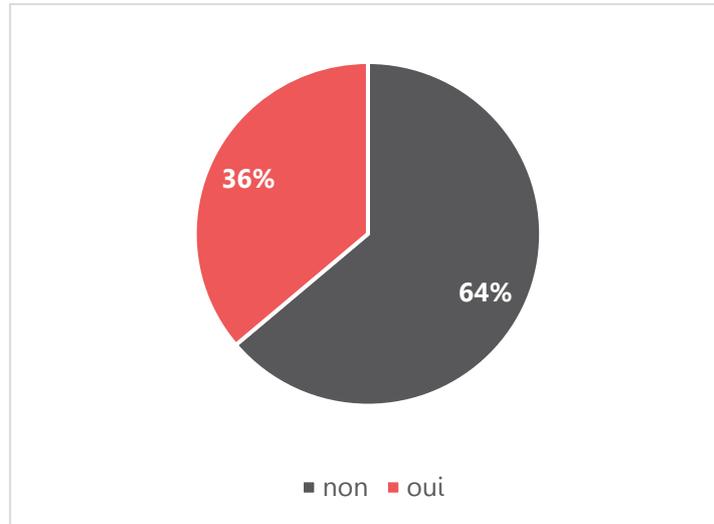
<sup>56</sup> Plusieurs réponses pouvaient être sélectionnées. La question était posée seulement dans les écoles disposant d'une bibliothèque au moment de la collecte de données.

<sup>57</sup> Plusieurs réponses pouvaient être sélectionnées.

<sup>58</sup> Plusieurs réponses pouvaient être sélectionnées. La question n'était posée que dans les écoles qui avaient reçu des dons au cours des trois années scolaires précédentes.

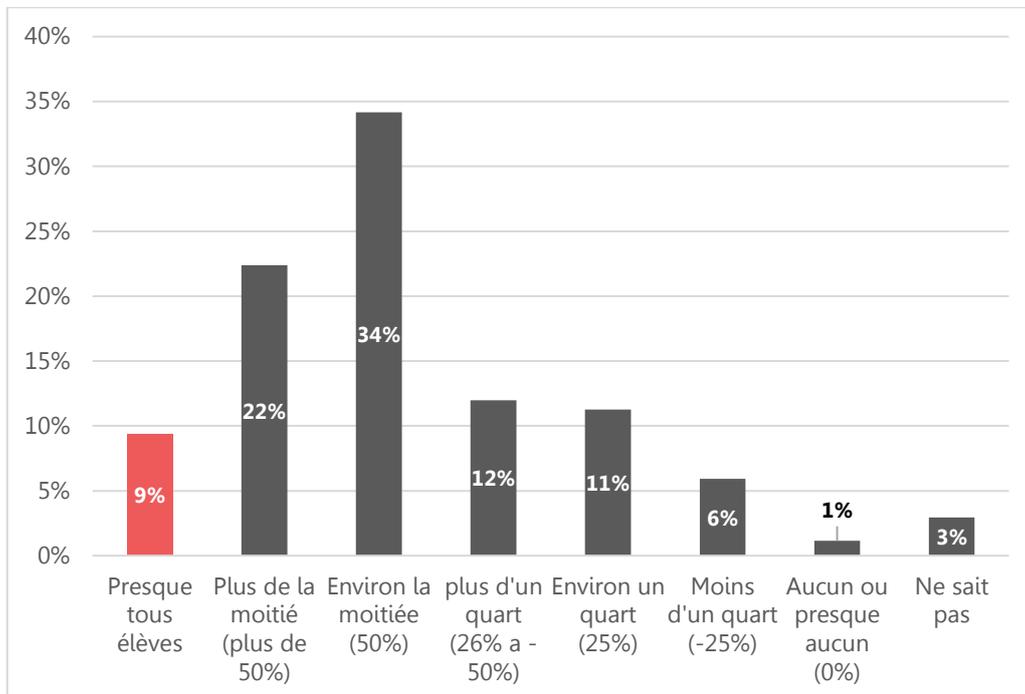
<sup>59</sup> La généralisation de l'intégration de la Pédagogie Convergente (démarche didactique « bilingue ») au Curriculum de l'Enseignement Fondamental (CEF) a commencé depuis 2005 dans les écoles au Mali, avec 11 langues nationales. « Dans l'esprit du curriculum, l'accueil des enfants en 1<sup>re</sup> année se fait en langue nationale ainsi que l'essentiel de la première année. Le français est introduit en 1<sup>re</sup> année sous forme orale, comme langue de communication scolaire ou langue seconde. En deuxième année, on consolide l'apprentissage de l'écrit en langue nationale, et on apprend à lire et écrire en français. En troisième année, l'enseignement de la langue nationale comme matière doit se poursuivre jusqu'en neuvième année. » Les phases II et III PRODEC2 (la phase II a débuté en mars 2018) seront consacrées à la consolidation du curriculum bilingue, à son extension progressive à toutes les autres aires linguistiques et au renforcement de son implantation à travers l'ensemble du territoire national.

**Pourcentage d'écoles où la langue d'enseignement constituait une difficulté à l'accès à l'éducation**



Les régions avec la plus grande proportion d'écoles où les informateurs clés ont rapporté des **difficultés d'accès à l'éducation liées à la langue étaient les régions de Koulikoro (52%) et de Bamako (40%)**. Les trois régions où les informateurs clés ont le moins rapporté que la langue d'enseignement constituait une difficulté à l'accès à l'éducation étaient celles de Ménaka, Gao et de Mopti (respectivement 0%, 14%, 18%).

**Proportion d'enfants confrontés à des difficultés d'apprentissage en raison de la langue d'enseignement :<sup>60</sup>**



<sup>60</sup> La question était posée seulement dans les écoles où les informateurs clés ont rapporté que la langue d'enseignement constituait une barrière à l'éducation.

Les trois premières raisons évoquées pour expliquer cette difficulté étaient :<sup>61</sup>

1. Le changement de langue (par exemple du bambara au français ou du peulh au sonrhäï), 83% des écoles ;
2. La difficulté pour certains enseignants à dispenser les cours dans les langues nationales, 11% des écoles ;
3. La difficulté pour certains élèves à comprendre la langue d'enseignement, 5% des écoles.

Parmi les écoles où la langue d'enseignement constituait une difficulté à l'accès à l'éducation :

- **Le changement de langue était l'origine principale de la difficulté** des écoles dans les régions de Bamako (82%), Kayes (94%), Koulikoro (85%), Mopti (63%), Ségou (76%), Sikasso (80%) et Tombouctou (59%).
- 100% des écoles dans la région de Kidal où la langue d'enseignement constituait une difficulté, ont mentionné la difficulté pour certains enseignants à dispenser les cours dans les langues nationales (suivi de 45% des écoles dans la région de Gao et 26% dans la région de Tombouctou).

*Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

## Enseignants

### Nombre et profils

Le nombre d'élèves par enseignant était en moyenne de 38, avec des différences très importantes entre régions : le ratio élèves/enseignant était le plus bas dans la région de Bamako (25) et montait jusqu'à 110 dans la région de Ménaka.

#### Ratio élèves/enseignant par région

Région	Ratio élèves/enseignant
Bamako	25
Gao	62
Kayes	44
Kidal	44
Koulikoro	38
Ménaka	110
Mopti	50
Ségou	39
Sikasso	34
Tombouctou	62

<sup>61</sup> La question était posée seulement dans les écoles où les informateurs clés ont rapporté que la langue d'enseignement constituait une barrière à l'éducation.

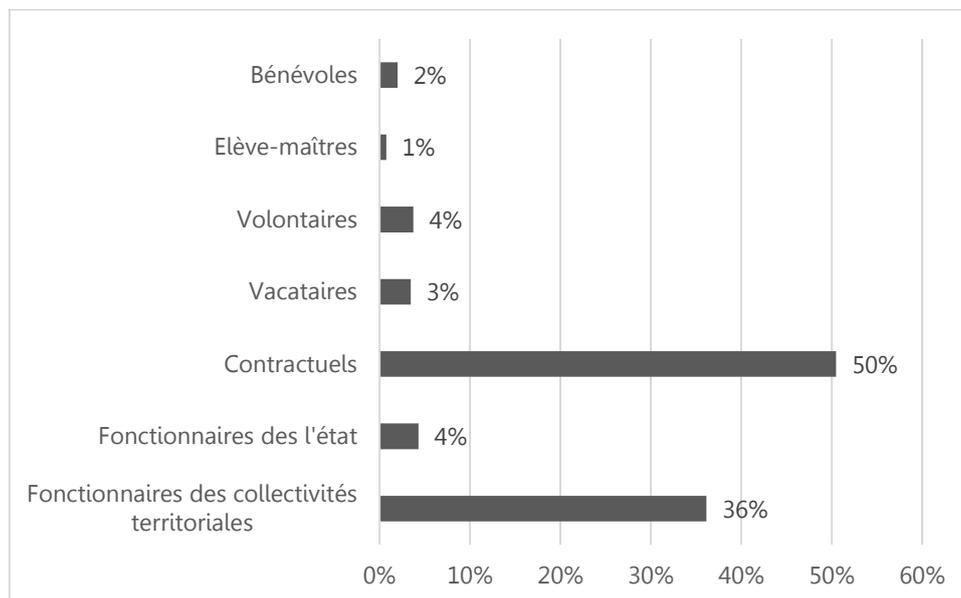
Les enseignants étaient majoritairement des hommes (76%).

### Pourcentage d'enseignants par genre, par région

Région	% d'enseignants	% d'enseignantes
Bamako	65%	35%
Gao	87%	13%
Kayes	88%	12%
Kidal	81%	19%
Koulikoro	73%	27%
Ménaka	97%	3%
Mopti	78%	22%
Ségou	73%	27%
Sikasso	76%	24%
Tombouctou	86%	14%

**La moitié des enseignants des écoles visitées étaient des contractuels, un statut pouvant affecter leur motivation et/ou leur rétention.<sup>62</sup> Plus d'un tiers d'entre eux (36%) étaient des fonctionnaires des collectivités territoriales.** Seuls 4% des enseignants étaient des volontaires : parmi eux, 71% avaient reçu une indemnité durant l'année scolaire 2020 – 2021 et parmi ceux-ci 85% la recevaient sur base mensuelle. Dans la moitié des cas (50%), cette indemnité avait été fournie par les autorités locales, suivi par les parents d'élèves (42%). *Ces résultats doivent être considérés comme indicatif seulement.*

### Statut des enseignants



**Les différences de statut des enseignants sont notables entre régions :** La majorité des enseignants sont fonctionnaires des collectivités territoriales dans les régions de Ménaka, Tombouctou, Gao et Mopti (respectivement 73%, 69%, 66% et 51%). A l'inverse, la majorité des enseignants sont des contractuels dans les régions de Sikasso, Bamako, Koulikoro et Ségou (respectivement 62%, 59%, 52% et 50%).

<sup>62</sup> [Programme décennal de développement de l'éducation et de la formation professionnelles deuxième génération \(PRODEC 2\), 2019 – 2028](#)

Les diplômes académiques et professionnels détenus par les enseignants les plus fréquemment rapportés étaient les suivants:<sup>63</sup>

1. L'Institut de Formation des Maîtres (IFM), 67% des écoles ;
2. Le diplôme d'études fondamentales (DEF)<sup>64</sup>, 44% des écoles ;
3. Le baccalauréat, 21% des écoles.

Des différences entre les diplômes détenus par les enseignants des écoles avec un niveau primaire et ceux du secondaire ont été notées : en particulier, 62% des enseignants à l'école primaire détenaient (au moins) un diplôme de l'IFM (contre 87% à l'école secondaire). De même, 50% des enseignants à l'école primaire avaient obtenu un diplôme du DEF (contre 19% à l'école secondaire). Près d'un tiers (31%) des enseignants à l'école secondaire détenaient un diplôme universitaire (contre 14% à l'école primaire).

Les détails des diplômes académiques et professionnels détenus par les enseignants peuvent être trouvés à la fin de ce rapport, en Annexe 1.

## Abandon de poste

**Dans 5% des écoles**, il a été rapporté qu'au moins un enseignant avait abandonné son poste durant l'année scolaire 2020 – 2021. Ce pourcentage variait de 2% (région de Sikasso) à 21% (région de Gao). La présence d'au moins un cas **d'abandon était le plus répandu dans les régions de Gao (21%) et Ménaka (19%)**, des régions particulièrement touchées par l'insécurité. De manière logique, **la raison d'abandon de poste les plus rapporté dans ces deux régions est le déplacement des enseignants**. Dans presque la moitié des cas dans la région de Gao, il était mentionné que l'enseignant s'était déplacé pour cause d'insécurité ou d'inondation. *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

## Accès aux services de soutien psychosocial

Dans seulement 3% des écoles il a été rapporté qu'au moins un enseignant de l'école a eu accès à des services de soutien psychosocial durant l'année scolaire 2020 – 2021. Les régions avec les plus grandes proportions des écoles avec des services de soutien psychosocial sont les régions du nord : Kidal (25%), Gao (15%) et Ménaka (13%).

### Pourcentage d'écoles au sein desquelles au moins un enseignant a eu accès à des services de soutien psychosocial, par région

Région	% d'écoles où au moins un enseignant de l'école a eu accès à des services de soutien psychosocial durant l'année scolaire 2020 – 2021
Bamako	1%
Gao	15%
Kayes	1%
Kidal	25%
Koulikoro	2%
Ménaka	13%
Mopti	2%
Ségou	4%
Sikasso	0%
Tombouctou	13%

<sup>63</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés.

<sup>64</sup> La fin de l'enseignement fondamental est sanctionnée par le DEF, un diplôme qui permet d'accéder au secondaire.

Au sein de ces écoles, un peu moins de la moitié (45%) des enseignants ont eu accès à ce service. A l'échelle nationale, les premiers fournisseurs de ce service étaient les Centres d'Animation Pédagogiques (mentionné dans 53% de ces écoles). Les organisations non-gouvernementales nationales étaient les premières à offrir ce service dans la région de Kidal, tandis que les ONG internationales avaient cette position à Ménaka. *Ces résultats doivent être considérés à titre indicatif seulement.*

## Formation des enseignants au soutien psychosocial

La formation des enseignants au soutien psychosocial est extrêmement importante, notamment dans les zones à forte présence d'enfants déplacés, qui sont les plus souvent exposés aux traumatismes psychologiques. Ces formations visent à apprendre aux enseignants comment détecter les situations anormales ou à risques chez les élèves et faciliter la communication avec eux. Dans **moins de 10% des écoles, les informateurs clés ont mentionné qu'au moins un enseignant avait suivi une formation sur le soutien psychosocial au cours des trois années dernières scolaires** (2018 – 2019 / 2019 – 2020 / 2020 – 2021). Cela est d'autant plus inquiétant que seuls 5% des ménages déclaraient avoir eu accès à un service de prise en charge psychosocial pour les femmes et les filles au cours des trois mois précédant la collecte de données de la MSNA en juin et juillet 2021. Toutefois, **le pourcentage d'écoles où au moins un enseignant a suivi une formation sur le soutien psychosocial au cours des trois dernières années scolaires est plus élevé dans certaines régions qui sont fortement touchées par les déplacements et l'insécurité** (Ménaka (61%) – où 48% des écoles accueillent au moins un enfant déplacé, Kidal (47%) – où 31% des écoles accueillent au moins un enfant déplacé et Gao (41%) – où 44% des écoles accueillent au moins un enfant déplacé). Cela est moins vrai pour les régions de Mopti (15%) et Tombouctou (32%) (où 55% et 52% respectivement des écoles accueillent au moins un enfant déplacé).

### Pourcentage d'écoles au sein desquelles au moins un enseignant avait suivi une formation sur le soutien psychosocial au cours des trois dernières années scolaires, par région

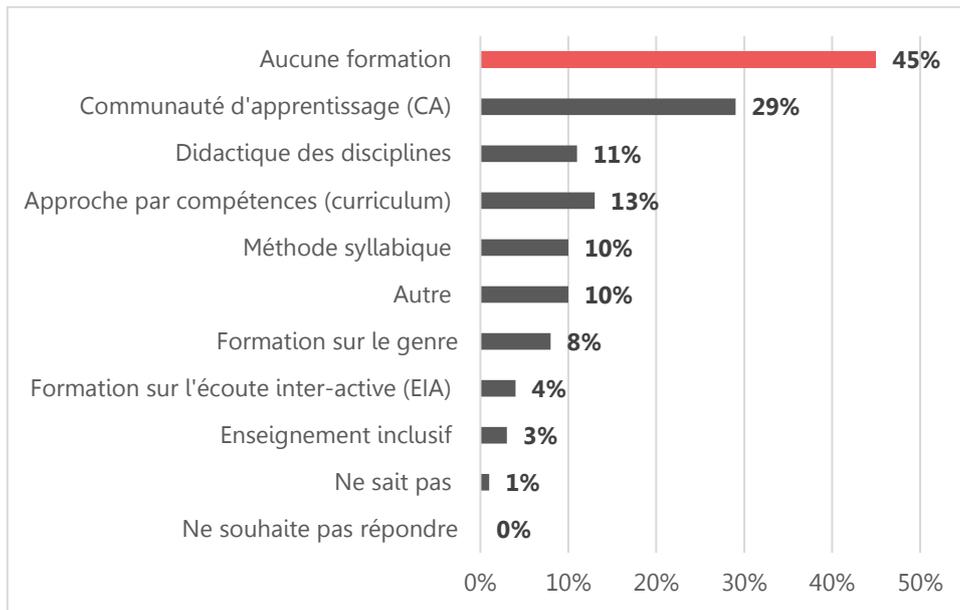
Région	% d'écoles où au moins un enseignant a suivi une formation sur le soutien psychosocial au cours des trois dernières années scolaires
Bamako	7%
Gao	41%
Kayes	6%
Kidal	47%
Koulikoro	2%
Ménaka	61%
Mopti	15%
Ségou	8%
Sikasso	0%
Tombouctou	32%

## Autres formations des enseignants

Dans 45% des écoles enquêtées, les enseignants n'avaient reçu aucune formation au cours des trois dernières années scolaires (voir détails par région en Annexe 1 de ce rapport).<sup>65</sup> Les régions de Bamako et de Mopti tiraient cette tendance vers le haut (53% des écoles dans chacune de ces régions). La première formation la plus dispensée dans les écoles était celle liée à la communauté d'apprentissage (29% des écoles), suivie de l'approche par compétence (13%) et la didactique des disciplines (11%).

<sup>65</sup> Plusieurs réponses pouvaient être sélectionnées.

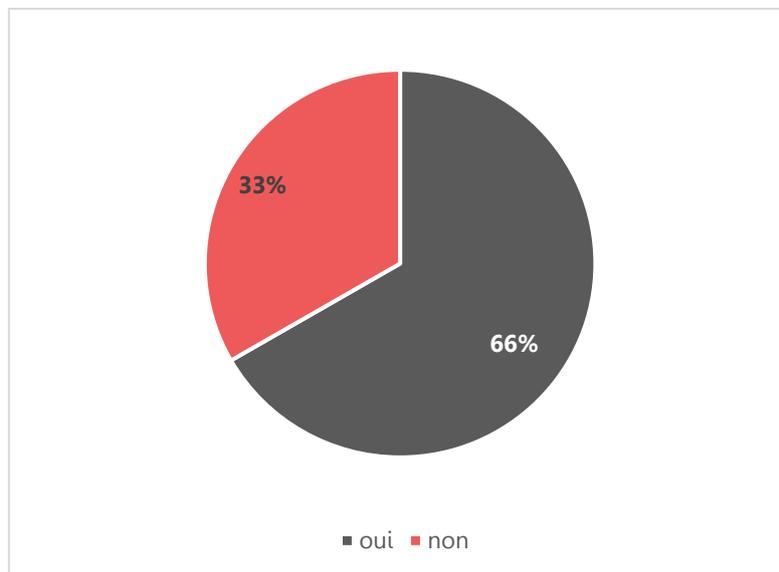
### Pourcentage d'écoles, par type de formation reçue par les enseignants au cours des trois dernières années scolaires



### Mission de suivi-pédagogique

**Deux tiers des écoles avaient reçu au moins une mission de suivi-pédagogique au cours de l'année 2020 – 2021.** Ce pourcentage variait de 57% (région de Tombouctou) à 86% (région de Kidal).<sup>66</sup> En moyenne ces écoles en avait reçu trois au cours de l'année 2020 – 2021. La très grande majorité (99%) de ces missions ont été effectuées par les Centres d'Animations Pédagogiques (CAP).<sup>67 68</sup>

### Pourcentage d'écoles ayant reçu au moins une mission de suivi-pédagogique



<sup>66</sup> Le détail par région peut être trouvé en Annexe 1.

<sup>67</sup> Plusieurs réponses pouvaient être sélectionnées.

<sup>68</sup> Le Centre d'animation pédagogique (CAP) représente l'Etat, fait appliquer les décisions prises par le Ministère de l'Education, organise les examens, forme et évalue les enseignants, forme et conseille les maires chargés de l'éducation ainsi que les Comités de gestion scolaire (CGS).

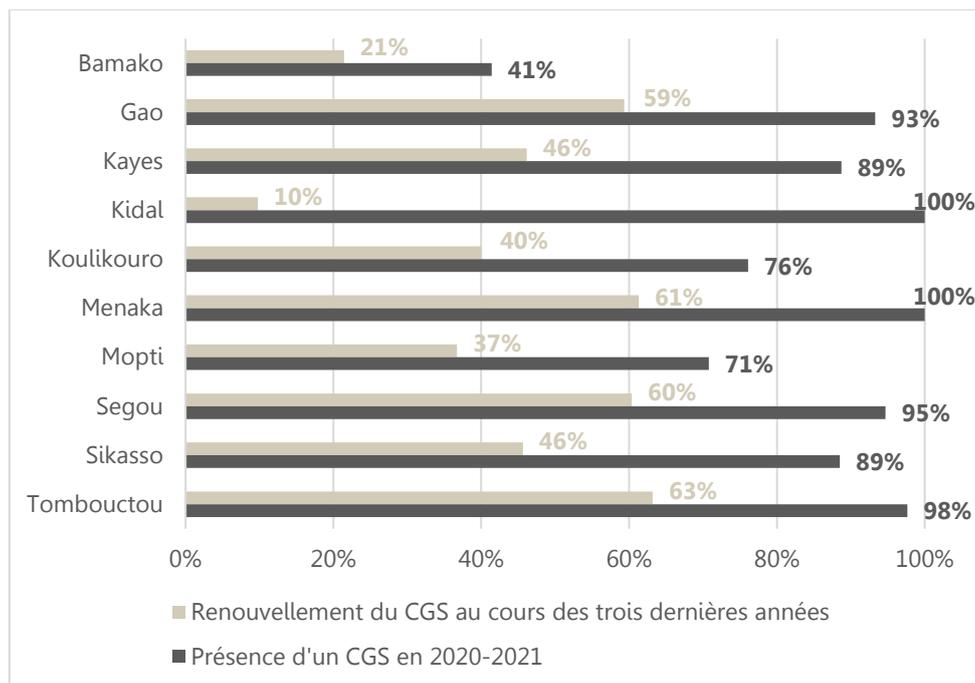
## Participation communautaire : Comité de gestion scolaire

Le Comité de gestion scolaire (CGS) est responsable de la gestion d'une école, au nom de la mairie. Quand celui-ci entre en fonction, il décide d'un projet d'école valable pour toute la durée de son mandat (3 ans) et il fait son plan d'action sur une année, actualisé chaque année. Une fois en fonction, il (i) prépare l'ouverture de l'école, s'occupe d'exécuter le plan d'action, équipe l'école, (ii) prend en charge les dépenses d'entretien, règle les problèmes quotidiens, suit la fréquentation des élèves et le bon déroulement des cours et (iii) à la fin de l'année, il fait le bilan de l'année devant tout le village en assemblée générale.<sup>69</sup>

Dans **78% des écoles, il existait un comité de gestion scolaire au cours de l'année scolaire 2020 – 2021**. Des différences importantes ont été enregistrées entre régions : si la totalité des écoles enquêtées dans les régions de Ménaka et de Kidal disposait d'un CGS, seules 41% des écoles dans la région de Bamako mentionnaient son existence.

Les membres du bureau du CGS sont démocratiquement élus pour un mandat de trois ans. Ce mandat est renouvelable. Dans **43% des écoles avec un CGS, celui-ci n'avait pas été renouvelé au cours des trois dernières années** (voir graphique ci-dessous). A titre d'exemple, bien que tous les informateurs clés dans la région de Kidal aient mentionné qu'un CGS était disponible au sein de leurs structures, seuls 10% de ces derniers avaient été renouvelés au cours des trois dernières années.

### Pourcentage d'écoles où existait un CGS en 2020 – 2021 et qui avait été renouvelé au cours des 3 dernières années, par région



### Parmi les 43% d'écoles avec un CGS renouvelé au cours des trois dernières années :<sup>70</sup>

- **43% des membres du bureau n'avaient reçu aucune formation sur la gestion de l'école**, 39% une formation et seulement 14% plus de deux formations.
- **64% avaient un projet d'école** (amélioration de la qualité de l'apprentissage, maintien du climat de sérénité à l'école etc.).

<sup>69</sup> UNICEF, [Le comité de gestion scolaire, livret de formation](#), 2014.

<sup>70</sup> Ces résultats doivent être considérés à titre indicatifs seulement.

- **90% avaient tenu au moins une réunion durant l'année scolaire 2020 – 2021** (43% d'entre eux sur base mensuelle, 39% sur base trimestrielle et 6% sur base semestrielle, base bimensuelle et occasionnelle respectivement).

## Protection

### Impact du conflit, recrutement par des groupes armés et services de soutien psychosocial aux élèves

Les conflits (attaques contre le personnel enseignants et les élèves, destruction d'infrastructures) sont l'un des facteurs contribuant à la non-ouverture des écoles ou fermeture dans certaines localités (voir section « Accès à l'éducation », sous-section « Fermeture et réouverture des écoles, année scolaire 2020 – 2021 »). Lorsqu'interrogés à ce sujet, **moins de 1% des informateurs clés ont rapporté que l'école avait été attaquée au moins une fois par un groupe armé au cours de l'année scolaire 2020 – 2021**. Ce très faible pourcentage est probablement lié à plusieurs facteurs dont le biais de sélection (difficulté pour enquêter les écoles situées dans des zones à forts défis sécuritaires) et le fait que cette question était seulement posée aux informateurs clés qui mentionnaient que l'école avait été ouverte au moins une partie de l'année scolaire 2020 – 2021.

Dans les régions de Gao, Kidal, Koulikoro, Mopti et Tombouctou, les informateurs clés de certaines écoles ont rapportés que certains des élèves de leurs écoles avaient été recrutés par les groupes armés au cours de l'année 2020 – 2021. Selon UNICEF au Mali, une hausse inquiétante des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par les groupes armés a été constatée entre 2018 et 2019. Les régions les plus touchées étant celles de Gao et de Kidal.<sup>71</sup>

### Mesures de prévention contre la pandémie de Covid-19

Au Mali, les écoles ont officiellement été fermées pendant 17 semaines en raison de la pandémie de Covid-19.<sup>72</sup> Dans 80% des écoles, les informateurs clés ont mentionné qu'au moins une mesure spécifique de prévention de Covid-19 avait été mise en place depuis la réouverture des classes (le détail par région peut être trouvé à la fin de ce rapport, en Annexe 1). Les trois mesures les plus fréquemment citées étaient les suivantes :<sup>73</sup>

1. Sensibilisation des élèves par les enseignants (89% des écoles) ;
2. Lavage des mains au savon appliqué par tous les élèves chaque jour (53% des écoles) ;
3. Lavage des mains au savon appliqué par tous les enseignants chaque jour (35% des écoles)

## Données d'observation, infrastructures

### Etat général des infrastructures

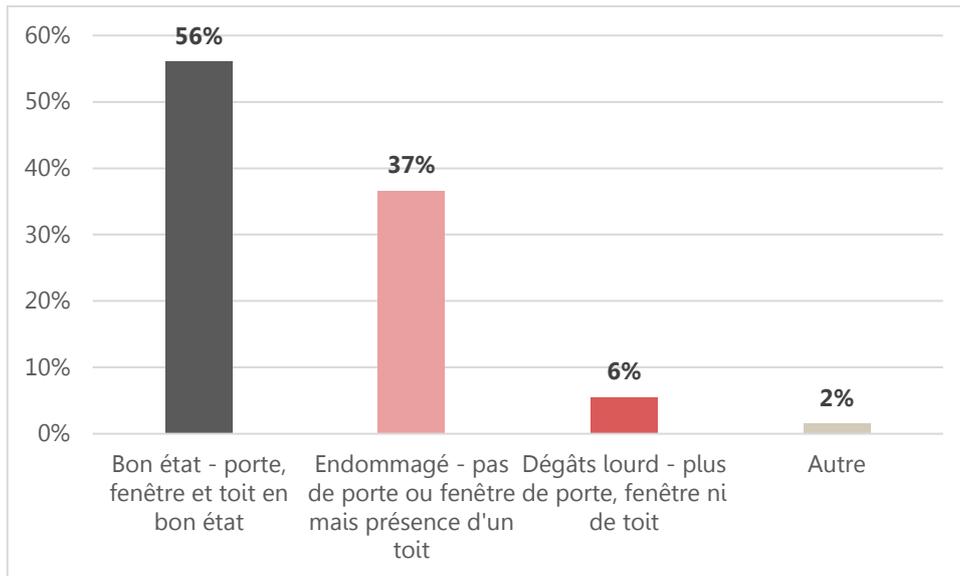
De manière inquiétante, **43% des écoles à l'échelle nationale étaient estimées être endommagées** (pas de porte ou de fenêtre mais présence d'un toit) **ou très endommagées** (plus de porte, ni de fenêtre et de toit). **Les infrastructures étaient en particulièrement mauvaises conditions dans les régions de Tombouctou, de Koulikoro, de Gao et de Kayes** (avec respectivement 60%, 56%, 53% et 52% des écoles jugées endommagées ou très endommagées). Par opposition, 81% des écoles au sein de la région Bamako étaient estimées être en bon état général.

<sup>71</sup> UNICEF, [Journée Internationale des Enfants Soldats, l'UNICEF appelle à mettre fin aux graves violations des droits de l'enfant](#), Février 2021

<sup>72</sup> UNICEF, [Durée des fermetures des écoles](#).

<sup>73</sup> Plusieurs choix de réponses pouvaient être sélectionnés.

### Pourcentage d'école par statut d'infrastructure



### Pourcentage d'écoles endommagées ou très endommagées par région

Région	% d'écoles jugées endommagées ou très endommagées
Bamako	19%
Gao	53%
Kayes	52%
Kidal	31%
Koulikoro	56%
Menaka	39%
Mopti	43%
Ségou	44%
Sikasso	33%
Tombouctou	60%

### Présence d'une clôture

**Moins de la moitié (38%) des écoles à l'échelle nationale disposait d'une clôture.** Une très grande hétérogénéité des situations étaient notable entre les différentes régions du pays : 19% des écoles dans la région de Ménaka possédaient une clôture contre 81% dans la région de Bamako (le détail par région peut être trouvé à la fin de ce rapport, en Annexe 1). Parmi les écoles où une clôture était rapportée, il s'agissait dans la très vaste majorité des cas (87%) d'une clôture avec haies (vives ou mortes).

## CONCLUSION

Cette évaluation conjointe des besoins en matière d'éducation a été menée dans le but de comprendre les besoins et les différences significatives entre les différentes régions du Mali et de plus, a permis de contribuer au renforcement de capacités de certains partenaires.

Les besoins en éducation au Mali sont sévères sur l'entièreté du pays, bien que significativement différents à travers les régions. L'accès aux établissements scolaires dispensant le niveau d'éducation secondaire se fait principalement dans les cercles des chefs-lieux des régions. Le niveau de fonctionnalité des infrastructures scolaires est souvent médiocre, que ce soit à cause d'établissements en mauvais état, de manque d'enseignants ou de fermeture des établissements du fait d'un niveau d'insécurité trop élevé. Des risques de protection alarmants sont rapportés dans certaines régions, que ce soit un risque sécuritaire lié à des menaces ou à des attaques, ou que ce soit des risques de VBG. De plus, la barrière financière face à l'accès à l'éducation existe pour certains ménages, notamment les ménages déplacés internes. Dans les établissements fonctionnels, un nombre important d'élèves par classe peut poser des difficultés d'apprentissage, notamment dans les établissements qui semblent être mal équipés en termes d'infrastructures sanitaires, de points d'eau ou d'hygiène féminine, ainsi que d'accès à l'électricité. De plus, un manque de matériels et de fournitures scolaires est rapporté dans un nombre important de structures. Les élèves semblent être mis en difficulté dans certaines régions à cause du langage d'enseignement, que ce soit un obstacle pour les professeurs à enseigner dans les langues officielles, ou pour les élèves à étudier dans une langue officielle qu'ils maîtrisent peu ou mal. Il semble important dans la large majorité des cercles d'investir dans les structures existantes, de former et d'investir dans les enseignants qui pourraient être qualifiés pour s'engager dans un travail de qualité, ainsi que d'investir dans les régions pour faire face aux défis sécuritaires. Par exemple, les formations en soutien psychosocial pour les professeurs pourraient être plus régulièrement offertes. Les CGS pourraient également être renforcés, mieux structurés et plus organisés. Il semble également important de soutenir les structures privées ou les médersas, qui sont en nombre conséquent dans certaines régions. Il est nécessaire de tenir compte des différences entre zones géographiques les plus marquantes et significatives, notamment en termes de besoins matériels ou personnels. Par exemple, alors que dans le district de Bamako, les établissements scolaires évalués ont été rapportés en large majorité comme étant en bon état, le matériel scolaire à disposition semble être en suffisance et les professeurs semblent être dans des relativement bonnes conditions pour enseigner, les problématiques liées à la langue ou aux gestions des comités peuvent relativement souvent poser problèmes. D'un autre côté, les problématiques au nord du pays, au centre ou dans les régions du sud sont également distinctes. Alors qu'à Kidal, l'accès à l'éducation semble moins égalitaire pour les filles, qu'un grand pourcentage d'établissements sont rapportés comme étant non fonctionnels et que les enseignants sont majoritairement des volontaires, le manque d'enseignants semble frappant dans les régions de Kayes ou de Ménaka, qui semblent également faire face à des manques considérables de fournitures scolaires. Les régions de Gao, Mopti ou encore Tombouctou font face à un nombre conséquent d'établissements scolaires fermés, notamment dû à des contraintes sécuritaires. A Koulikoro, Sikasso ou encore dans la région de Ségou, les établissements semblent être endommagés et manquent significativement d'accès aux ressources de base, d'électricité, d'infrastructures en EHA, de fournitures scolaires ou de conditions satisfaisantes pour les enseignants.

L'évaluation permet de comprendre les axes principaux de besoins en termes d'éducation, les zones prioritaires et nécessités de réponses par région. Toutefois, des différences significatives existent également au sein des cercles et des variances de certains indicateurs sont extrêmement élevées, il est donc également nécessaire de s'imprégner en profondeur des différents résultats au niveau régional, ce qui peut être fait notamment en parcourant les fiches d'information réalisées sur base de ces indicateurs.<sup>74</sup>

<sup>74</sup> Ces fiches d'information sont disponibles sur le [site internet de REACH](#).

## ANNEXES

## Annexe 1 : Détail des indicateurs clés par région

Equipement et matériel d'apprentissage							Langue
Région	% d'écoles où aucun ou presque aucun des élèves ne disposait de manuels scolaires en quantité suffisante	% d'écoles où aucun ou presque aucun des élèves ne dispose de fournitures scolaires en quantité suffisante	Ratio élèves par table-banc en bon état	% de salles disposant d'un bureau pour le maître	% de salles de classe disposant d'une armoire	% des écoles où une bibliothèque était disponible au moment de l'enquête	% d'écoles où les IC ont rapporté que la langue d'enseignement constituait une difficulté à l'accès à l'éducation
Bamako	3%	4%	4	69%	14%	13%	40%
Gao	33%	41%	7	65%	21%	1%	14%
Kayes	30%	4%	5	64%	14%	4%	47%
Kidal	6%	6%	5	21%	0%	4%	38%
Koulikoro	23%	11%	5	66%	16%	10%	53%
Ménaka	71%	71%	7	37%	6%	6%	0%
Mopti	44%	32%	5	68%	25%	6%	18%
Ségou	23%	11%	5	65%	26%	3%	21%
Sikasso	18%	8%	4	74%	12%	3%	27%
Tombouctou	39%	29%	6	57%	20%	3%	19%

	<b>Statut des enseignants</b>						
<b>Région</b>	<b>Fonctionnaires de l'état</b>	<b>Fonctionnaires des collectivités territoriales</b>	<b>Contractuels</b>	<b>Vacataires</b>	<b>Volontaires</b>	<b>Bénévoles</b>	<b>Elève-maîtres</b>
<b>Bamako</b>	8%	29%	59%	2%	1%	0%	0%
<b>Gao</b>	8%	66%	11%	1%	9%	3%	3%
<b>Kayes</b>	3%	37%	46%	9%	1%	1%	5%
<b>Kidal</b>	8%	20%	4%	3%	66%	0%	0%
<b>Koulikoro</b>	4%	34%	52%	2%	8%	0%	0%
<b>Ménaka</b>	0%	73%	0%	3%	20%	4%	0%
<b>Mopti</b>	9%	51%	27%	3%	6%	3%	3%
<b>Ségou</b>	4%	36%	50%	5%	3%	1%	3%
<b>Sikasso</b>	2%	33%	62%	1%	1%	1%	3%
<b>Tombouctou</b>	4%	69%	12%	2%	9%	2%	4%

Région	Genre des enseignants		Abandon des enseignants	Accès et formation au soutien psychosocial - enseignants		Formation des enseignants	Mission de suivi-pédagogique
	% d'enseignants	% d'enseignantes	% d'écoles où au moins un enseignant avait abandonné son poste	% d'écoles où au moins un enseignant de l'école qui a eu accès à des services de soutien psychosocial	% d'écoles où au moins un enseignant a suivi une formation sur le soutien psychosocial au cours des trois dernières années scolaires	% d'écoles où aucun enseignant n'avait reçu de formation au cours des trois dernières années scolaires	% d'écoles ayant reçu au moins une mission de suivi-pédagogique en 2020 – 2021
<b>Bamako</b>	65%	35%	9%	1%	7%	53%	77%
<b>Gao</b>	87%	13%	21%	15%	41%	44%	73%
<b>Kayes</b>	88%	12%	5%	1%	6%	41%	62%
<b>Kidal</b>	81%	19%	13%	25%	47%	20%	86%
<b>Koulikoro</b>	73%	27%	3%	2%	2%	42%	70%
<b>Ménaka</b>	97%	3%	19%	13%	61%	0%	77%
<b>Mopti</b>	78%	22%	11%	2%	15%	53%	55%
<b>Ségou</b>	73%	27%	5%	4%	8%	42%	73%
<b>Sikasso</b>	76%	24%	2%	0%	0%	46%	62%
<b>Tombouctou</b>	86%	14%	11%	13%	32%	44%	57%

CGS		Covid-19	Infrastructure - données d'observations		
Région	% d'écoles avec un CGS pendant l'année scolaire 2020 – 2021	% d'écoles dans lesquelles le CGS n'avait pas été renouvelé au cours des 3 dernières années	% d'écoles au sein desquelles au moins une mesure spécifique de prévention de Covid-19 avait été mise en place depuis la réouverture des classes	% d'écoles estimées être endommagées ou très endommagées	% des écoles disposant d'une clôture
<b>Bamako</b>	41%	21%	96%	1%	81%
<b>Gao</b>	93%	59%	74%	7%	29%
<b>Kayes</b>	89%	46%	73%	20%	34%
<b>Kidal</b>	100%	10%	76%	1%	52%
<b>Koulikoro</b>	76%	40%	88%	22%	40%
<b>Ménaka</b>	100%	61%	65%	1%	19%
<b>Mopti</b>	71%	37%	54%	12%	28%
<b>Ségou</b>	95%	60%	80%	17%	27%
<b>Sikasso</b>	89%	46%	68%	14%	19%
<b>Tombouctou</b>	98%	63%	74%	4%	24%

## Annexe 2 : Echantillonnage et nombre d'enquêtes analysées

Région	Cercle	Qui	Date de début	Date de fin	Nombre d'écoles évaluées (après nettoyage)	Nombre d'écoles ciblées lors de l'échantillonnage
Bamako	Bamako	REACH	10/01/2022	01/02/2022	<b>70</b>	<b>73</b>
Gao	Ansongo	AE Gao, CAP, GARDL, UAVES, CEDZA, LIAVES, ASREF, ACCESS, ACODIS	07/10/2021	13/11/2021	<b>47</b>	<b>46</b>
	Bourem		08/10/2021	13/11/2021	<b>43</b>	<b>43</b>
	Gao		07/10/2021	13/11/2021	<b>57</b>	<b>56</b>
Kayes	Bafoulabe	REACH	11/01/2022	24/01/2022	<b>62</b>	<b>63</b>
	Diéma		28/01/2022	03/02/2022	<b>55</b>	<b>59</b>
	Kayes		17/01/2022	27/01/2022	<b>69</b>	<b>69</b>
	Kéniéba		11/01/2022	24/01/2022	<b>56</b>	<b>58</b>
	Kita		06/01/2022	02/02/2022	<b>62</b>	<b>66</b>
	Nioro		27/01/2022	02/02/2022	<b>52</b>	<b>54</b>
	Yélimané		19/01/2022	02/02/2022	<b>51</b>	<b>54</b>
Kidal	Kidal	AE Kidal	08/11/2021	11/11/2021	<b>19</b>	<b>20</b>
	Tessalit		07/11/2021	11/11/2021	<b>12</b>	<b>12</b>
Koulikoro	Banamba	REACH	20/01/2022	22/01/2022	<b>53</b>	<b>54</b>
	Dioïla		08/01/2022	12/01/2022	<b>68</b>	<b>69</b>
	Kangaba		13/01/2022	02/02/2022	<b>54</b>	<b>56</b>
	Kati		06/01/2022	31/01/2022	<b>67</b>	<b>73</b>
	Kolokani		17/01/2022	20/01/2022	<b>60</b>	<b>60</b>
	Koulikoro		23/01/2022	27/01/2022	<b>60</b>	<b>62</b>
	Nara		24/01/2022	04/02/2022	<b>55</b>	<b>60</b>
Ménaka	Menaka	IRC	03/11/2021	10/11/2021	<b>31</b>	<b>30</b>
Mopti	Bandiagara	Académie de l'enseignement (AE) Mopti, Centre d'animation pédagogique (CAP) IEDA, Plan	29/09/2021	03/10/2021	<b>66</b>	<b>60</b>
	Bankass		30/09/2021	13/10/2021	<b>61</b>	<b>61</b>
	Djenné		04/10/2021	10/10/2021	<b>45</b>	<b>48</b>

	Koro	International, NRC, OMAES, APIDEV, EDUCO, SCI	28/09/2021	08/10/2021	<b>61</b>	<b>61</b>
	Mopti		28/09/2021	03/11/2021	<b>54</b>	<b>57</b>
	Youwarou		04/10/2021	09/10/2021	<b>7</b>	<b>10</b>
Ségou	Barouéli	Peace One Day, EDUCO, OMAES, CAP, AE Ségou	27/09/2021	30/09/2021	<b>45</b>	<b>46</b>
	Bla		27/09/2021	04/10/2021	<b>61</b>	<b>61</b>
	Macina		27/09/2021	07/10/2021	<b>56</b>	<b>56</b>
	Niono		26/09/2021	08/10/2021	<b>60</b>	<b>59</b>
	San		27/09/2021	20/11/2021	<b>62</b>	<b>64</b>
	Ségou		27/09/2021	04/10/2021	<b>68</b>	<b>69</b>
	Tominian		27/09/2021	31/10/2021	<b>58</b>	<b>62</b>
Sikasso	Bougouni	Save The Children	09/01/2022	20/01/2022	<b>68</b>	<b>69</b>
	Kadiolo		11/01/2022	20/01/2022	<b>60</b>	<b>61</b>
	Kolondiéba		10/01/2022	22/01/2022	<b>61</b>	<b>62</b>
	Koutiala		04/01/2022	19/01/2022	<b>68</b>	<b>68</b>
	Sikasso		05/01/2022	27/01/2022	<b>68</b>	<b>71</b>
	Yanfolila		10/01/2022	24/01/2022	<b>63</b>	<b>63</b>
	Yorosso		07/01/2022	17/01/2022	<b>55</b>	<b>56</b>
Tombouctou	Diré	PolExcellence	14/04/2022	19/04/2022	<b>39</b>	<b>43</b>
	Goundam		14/04/2022	17/04/2022	<b>40</b>	<b>41</b>
	Gourma- Rharous		14/04/2022	20/04/2022	<b>36</b>	<b>42</b>
	Niafunké		14/04/2022	18/04/2022	<b>44</b>	<b>47</b>
	Tombouctou		14/04/2022	25/04/2022	<b>46</b>	<b>51</b>
<b>National</b>					<b>2 455</b>	<b>2 525</b>